

T 2137 694 10,00 F  
3792137010003 06940

le monde  
**Libertaire**

ISSN: 0026 9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°694 JEUDI 11 FÉVRIER 1988 10,00 F



**TERRITOIRES  
OCCUPÉS**

**VIVEMENT  
LA DECOLONISATION !**



ANNÉE DU DRAGON



A l'occasion du Nouvel An chinois et indochinois.  
**SEMAINE SPÉCIALE**  
Du 15 au 21 février 1988

**ASIE**  
Libertaire 89.4

**PRÉSIDENTIELLES**  
Les politiciens ont  
leurs enjeux, quels  
sont les intérêts  
des électeurs ?  
PAGE 12

**REVENU GARANTI**  
Quelles luttes  
pour les chômeurs  
et les précaires ?  
Interview...  
PAGE 5

**ÉDUCATION**  
Où en sont  
les organisations  
syndicales  
de l'enseignement ?  
PAGE 4

ANNÉE DU DRAGON



A l'occasion du Nouvel An chinois et indochinois.  
**SEMAINE SPÉCIALE**  
Du 15 au 21 février 1988

**ASIE**  
Libertaire 89.4

F°P. 2520

# communiqués éditions

## • BORDEAUX

On peut écouter des militants de la Fédération anarchiste sur la radio « La Clé des ondes » (95.3 MHz) :

- le vendredi de 21 h à 23 h, « On a faim » (émission anarcho-punk).
- un mardi sur deux, de 19 h à 20 h : « le forum des humeurs », avec la participation de diverses organisations politiques dont la F.A.

## • BORDEAUX

L'union locale de la Fédération anarchiste poursuit la réfection du local anarchiste du 7, rue du Muguet. Par ailleurs, nous envisageons l'ouverture d'une salle de lecture où chercheurs et militants pourront consulter les nombreuses archives accumulées par plusieurs générations de libertaires. Tous ces travaux nécessitent des fonds conséquents : tout soutien financier des lecteurs du « Monde libertaire » sera donc le bienvenu. Chèque à l'ordre de S.C.E.G.I., à adresser à Fédération anarchiste, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

## • BORDEAUX

L'Athénée libertaire poursuit ses activités au 7, rue du Muguet à Bordeaux : librairie anarchiste, bibliothèque de revues, café associatif, etc. Permanence : le samedi de 15 à 19 h.

## • LILLE

Le Centre culturel libertaire organise une permanence librairie, chaque mardi de 19 h à 20 h et chaque samedi de 15 h à 19 h, au 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille, métro Fives (tel. : 20.47.62.65).

La prochaine conférence aura lieu samedi 27 février, de 15 h à 19 h, avec la participation de Franck Mintz, auteur entre autres de « L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire » (Ed. Maspero). Elle aura pour thème : « L'Espagne de 1936 à 1939 », une page d'histoire trop souvent méconnue ou falsifiée, des expériences autogestionnaires fantastiques, une problématique du changement social toujours d'actualité. Une exposition est également prévue au cours de cet après-midi (visible d'ores et déjà aux heures de permanence), ainsi qu'un diaporama sur les réalisations anarcho-syndicalistes entreprises par la C.N.T. Enfin, la bibliothèque de prêt vous offre par ailleurs plus de 600 titres et comporte de nombreux ouvrages sur l'Espagne libertaire.

## • LILLE

Le programme de la « Voix sans maître », émission du groupe Benoit-Broutchoux, chaque vendredi de 21 h à 23 h, sur Radio-Campus (99.6 MHz) est le suivant : vendredi 12 février, « Quelles contestations dans les lycées et les collèges ? » ; vendredi 19 février, « Quel avenir pour les Palestiniens ».

## • TOURS

Le groupe de Tours de la Fédération anarchiste tiendra désormais ses permanences les mardis de 11 h 30 à 16 h, dans le hall d'accueil de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.

## • ANGERS

Le groupe d'Angers de la Fédération anarchiste organise, le mardi 23 février, une soirée-débat sur l'histoire du mouvement anarchiste français. Un film-vidéo, « Ecoutez May Piquera », sera diffusé, à 20 h 30, à la M.A.M.A., 8, rue Buffon, 49000 Angers, au 1<sup>er</sup> étage.

## • AFFICHE

Le « Monde libertaire » vient d'éditer une affiche pour sa campagne de promotion (70 x 102) : 2,50 F l'unité, 1,00 F à partir de 10 exemplaires et 0,80 F à partir de 100 exemplaires. On peut se la procurer à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Depuis un siècle les anarchistes ont leur journal. Depuis dix ans il est hebdomadaire.



CHAQUE SEMAINE DES INFORMATIONS EXCLUSIVES !

FEDERATION ANARCHISTE

...Et le point de vue des anarchistes.

**ABONNEZ-VOUS !**

JUSQU'AU 28 FEVRIER, TARIF DE 1987.

## • AFFICHE

Affiche Radio-Libertaire (dimension 70x102). Prix à l'unité 5 F, prix pour dix 2 F l'unité, prix pour cent 1,60 F l'unité. En ces périodes de menace, nous invitons les militants et sympathisants de Radio-Libertaire à soutenir celle-ci.



## • BROCHURE

Après le « Lexique de l'anarchisme », les éditions Akatene viennent de rééditer une brochure d'Aristide Lapeyre, « Libres opinions sur Pierre-Joseph Proudhon ». Cette brochure est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 10 F l'unité.

## • LE FARFADET

La liaison de Nantes édite un journal, « Le Farfadet », il est possible de se le procurer sur le marché de Toulouse, tous les samedis matins, auprès des militants lors de la vente du « Monde libertaire ».

## • BRIQUET

Le groupe de la Fédération anarchiste et le Collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un briquet « Ni Dieu ni Maîtres », rouge sur fond noir (prix : 15 F). Pour toute commande : « Contre courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

## • « HUMEURS NOIRES GRAFFITI »

Le numéro 2 de la feuille « Humeurs Noires Graffiti », éditée par le groupe Humeurs Noires de Lille, vient de paraître. Au sommaire : Anarchie ; Etudiants pas mendiants ; L'exploitation de Taylor au M.P.O. ; Vous avez dit Culture ? ; Un bloc-notes (nouvelles de Lille). On peut s'abonner : 6 numéros pour 30 F, à l'ordre d'A.L.D.I.R. Adresse : A.L.D.I.R., B.P. 79, 59370 Mons-en-Barceul.



# sommaire

PAGE 1 : Proche-Orient : les pièges et les espoirs — PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — PAGE 3, Dans le monde : Les pièges et les espoirs (suite), Amis lecteurs, Les événements de Cisjordanie à travers la presse française, Editio — PAGE 4, Social : Elections chez les enseignants, Le congrès de la F.E.N., En bref, Répression à Billancourt, Licenciement d'un anarchiste — PAGE 5, Social : Interview de l'Association des chômeurs et des précaires (seconde partie) — PAGE 6, Dans le Monde : Après Mao... — PAGE 7, Dans le monde : Le Vietnam aujourd'hui, Réfugiés asiatiques : drôles de regards — PAGE 8, Société : Nouvelles du front, Foyer Bisson, Marseille bave plus blanc, Répression sans frontières, Les blues de Creys-Malville — PAGE 9, Informations internationales : Espagne, Suisse — PAGE 10, Archives : La mobilisation de 1914 — PAGE 11, Expressions : Notes de lectures, Programmes de Radio-Libertaire — PAGE 12, Politique : Boycott de urnes.

# communiqués

## • MELUN

Le groupe Louis-Lecoq de Melun vous appelle à participer à la réunion-débat sur le désarmement organisée par S.E.M.A.P.H.O.R.E., le 19 février à 20 h 30, à la salle du palais de justice à Brie-comte-Robert.

## • TOULON

Le Centre d'études et de culture libertaire et le Collectif Antonin-Artaud (« groupe de psychiatriés en lutte ») organisent une exposition de collages et de dessins de Morino, du 13 février au 9 mars, au Cercle Jean-Rostand, immeuble Lamer, rue Montebello, Toulon. Vernissage samedi 13 février, à 15 h ; ouvert tous les jours du 13 au 20 février, de 15 h à 19 h. Ensuite, seulement les lundis, mercredis et samedis (15 h à 19 h). Entrée libre.

**ON SOUSCRIT, ON S'ABONNE AU « MONDE LIBERTAIRE HEBDO »**

# liste des groupes f.a.

## PROVINCE

### • GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Isère : Bourgoin, Grenoble — Loire : Saint-Etienne — Loiret : Montargis — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille (deux groupes), Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Tarn-et-Garonne : Montauban — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vendée : Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

### • LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence, Arles — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côtes-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Pontarlier — Gironde : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Haute-Saône : liaison de la Haute-Saône — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès — Vosges : liaison des Vosges.

## RÉGION PARISIENNE

### • GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>. Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Saint-Denis/Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

### • LIAISONS PROFESSIONNELLES

O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, Banques.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M<sup>o</sup> République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
 Directeur de publication : Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19<sup>e</sup>  
 Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

**Abonnez vous !**

**LE MONDE LIBERTAIRE**  
 Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
 à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....  
 N°..... Rue.....  
 Code postal..... Ville.....  
 A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement  Chèque postal  Réabonnement  Chèque bancaire  Abonnement de soutien  Mandat-lettre

Règlement à joindre au bulletin  
 Pour tout changement d'adresse,  
 joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

**LISEZ LE « MONDE LIBERTAIRE »  
 ABONNEZ-VOUS, SOUTENEZ-LE !**

## DÉCOLONISATION

## Les pièges et les espoirs

« **TERRITOIRES** occupés : on cogne ou on tire ? », titrons nous la semaine dernière. Au vu des derniers événements de Gaza et de Cisjordanie, la réponse du pouvoir israélien est claire : les deux. La politique de la matraque semble avoir encore de beaux jours devant elle, mais elle n'a pas remplacé celle des tanks et des fusils : plusieurs Palestiniens ont encore été abattus par balles.

Les soldats ne sont d'ailleurs pas les seuls à avoir la gâchette sensible : jeudi dernier, à Hébron, un colon a tiré sur un jeune Palestinien qui lançait des pierres contre un bus. Cet incident n'est sans doute pas qu'une anecdote : survient une semaine après le meurtre d'un autre Palestinien de 16 ans, abattu par des colons du Goush Emounim, le « Bloc de la Foi », qui constitue l'essentiel du peuplement des territoires occupés. Ces Fous de Dieu version juive ont toujours été des partisans enragés du Grand Israël. Ils ont toujours été armés, au vu et au su du gouvernement colonial. Aujourd'hui, ils commencent à tirer. Et à s'organiser : vendredi dernier, 5 février, suite à un accrochage entre des Palestiniens et un colon, les habitants juifs de la région d'Hébron ont organisé une expédition punitive, brûlant et saccageant des voitures et des habitations arabes. Le lendemain, le Goush Emounim a tout simplement demandé, en guise de représailles...

la destruction totale du village de Kafr Malik. Ce type d'incident risque de se multiplier.

## Fous de Dieu juifs

Or, si le Goush Emounim entre effectivement en guerre, on peut craindre le pire : colonialistes, racistes, fanatiques, il sont aussi de plus en plus gravement paranoïaques : d'une part, ils se sentent menacés par les Palestiniens, bien qu'ils aient un rapport de force écrasant en leur faveur. D'autre part, ils savent qu'ils sont en passe d'être « lâchés » par une partie grandissante de la population israélienne, qui les considère soit comme un fardeau, soit, et non à tort, comme des ordures. Rappelons qu'à la tête du Goush Emounim sevit le rabbin Kahane, « apôtre » de la déportation massive des Palestiniens, de l'interdiction des mariages entre la « pure » « race » juive et l'« impure » race arabe, etc. La haine de Kahane ne dégoûte pas uniquement sur les Palestiniens : Kahane et le Goush Emounim lapident aussi les femmes dont les tenues leur semblent indécentes, les autobus qui circulent les jours de Sabbat, et ils haïssent par dessus tout les « gauchistes » et les « pacifistes ». Et le Goush Emounim ne se contente pas de discours, ni vis-à-vis des Palestiniens (il l'a prouvé à trois reprises en moins de deux semaines, et ce n'est sans doute qu'un début), ni envers les Israéliens :

lorsque Pérès, arrivé au pouvoir, a décidé de geler l'implantation juive dans les territoires occupés, l'armée a longtemps dû détruire, au petit matin, les baraques que le Goush Emounim



construisait durant la nuit ; en 1982, c'est toujours l'armée qui a dû ensabler au bulldozer leur colonie de Yamit, dans le désert du Sinaï, dont ils ne prétendaient pas partir. Il est quasiment certain que,

quant la question de leur évacuation de Gaza et de la Cisjordanie se posera enfin, ils prendront les armes au nom de « leurs » territoires, de leur religion.

Face à la radicalisation et à l'organisation des colons, les Palestiniens s'organisent eux aussi. Si au début de la « guerre des pierres », le mouvement se caractérisait principalement par sa spontanéité, aujourd'hui, les manifestants vont aux consignes précises de l'O.L.P. - Direction nationale unifiée du soulèvement populaire dans les territoires occupés. Cette direction est principalement composée de cinq organisations clandestines : le Fatah, composante majeure de l'O.L.P. ; le Front démocratique de libération de la Palestine ; le Parti communiste palestinien ; et le Jihad islamique (qui proclame, comme il se doit, le paradis Allah aux Palestiniens morts au combat contre l'occupant). Dans son dernier communiqué, la direction conseillait aux Palestiniens d'attaquer en priorité aux colons. Avec deux objectifs précis : les forcer au départ en leur rendant l'existence impossible, et provoquer l'intensification de la répression militaire, pour renforcer le soutien de l'opinion internationale.

## Pousse au crime ?

Si la lutte des Palestiniens pour la décolonisation est absolument légitime, les craintes qu'inspirent la direction nationale et ses consignes ne sont tout autant. D'une part, il est intéressant de noter que la « Direction nationale » comporte cinq organisations. Qui donc proclamait que l'O.L.P. était le seul représentant légitime du peuple palestinien ? Elle-même, et elle seule. Viendrait-elle enfin de renoncer elle-même au titre dont elle se glofiait ? Elle s'associe aujourd'hui au pro-syrien et aux intégristes. Aurait-elle oublié les innombrables trahisons sanglantes de la Syrie envers les Palestiniens (en particulier lors des massacres de Sabra et Chatila, dont les Syriens

sont exactement autant coupables que les Israéliens) ? Aurait-elle oublié un autre massacre, celui de Chabra et de Bourj al-Barajneh, camps palestiniens que des intégristes ont affamés, puis ensevelis sous les bombes ? Les communistes eux-mêmes ont-ils oublié les quelques déboires qu'ils ont eus en Iran, après un combat commun, avec les intégristes, pour le renversement du Shah ? Les anarchistes ne peuvent que récuser la notion de « direction de soulèvement populaire ». A plus forte raison lorsque la composition de cette direction laisse présager le pire.

Le dernier communiqué de cette direction demande aux Palestiniens de tout faire pour bouter les colons hors des territoires occupés. Fort bien. De toute façon, il est certain que la paix passe par le retrait complet des Israéliens de Cisjordanie et de Gaza. Mais ce retrait ne peut pas s'envisager de façon unilatérale, en excluant tous les partisans juifs du retrait des territoires occupés. Stratégiquement, d'une part, parce que l'armée israélienne dispose des moyens suffisants pour écraser toutes les révoltes palestiniennes, et que le retrait ne se fera que si le gouvernement israélien est combattu par ses propres citoyens. Ce mouvement existe, et prend effectivement de plus en plus d'ampleur.

Politiquement, ensuite, parce que la libération des territoires occupés pour remplacer immédiatement la dictature israélienne par une dictature jordanienne ou, pourquoi pas, syrienne, reviendrait au constat que toutes les luttes actuelles auraient été vaines. Et à recommencer. Il ne s'agit pas de se réfugier derrière ces craintes pour se désintéresser du combat palestinien. Leur lutte est juste, et le soutien international peut les aider. A condition de ne pas oublier que la décolonisation des territoires occupés n'est qu'une étape, et que l'émancipation d'un peuple, quel qu'il soit, est aussi une émancipation économique, politique et sociale.

Pascal CHOISY

## Israël et la presse

Il est coutumier de dire qu'Israël, par ses relais financiers dans le monde, influence la presse et l'image qu'elle donne de l'Etat israélien face à des problèmes territoriaux et à ses conflits internes. Et ça marche bien dans l'ensemble, on ignore en général tout ou presque des débats qui agitent les populations israéliennes, et l'image pour le reste du monde est calquée sur le gouvernement israélien.

## A travers la presse

La France n'échappe pas à cette règle, mais il est à remarquer que le *Figaro* a longtemps laissé le doute dans ses accroches de la une. Le choc des événements de Gaza, les débats à l'O.N.U., avaient mis de côté pour le lecto-

rat de droite cet axiome pour eux intangible : « L'Etat d'Israël est un rempart contre le communisme et tout les Palestiniens sont des terroristes ». Ce n'est que la semaine dernière que le quotidien d'Hersant a pu titrer « Israël : situation incontrôlable. Face à la révolte arabe la colère des colons de la Cisjordanie aggrave la tension ». Ce faisant, le *Figaro* mettait dos à dos « colons » israéliens et Palestiniens, tout en mettant à côté une accroche sur le Liban et le problème des otages. Le problème des populations palestiniennes n'existe plus pour le *Figaro*, ce n'est qu'un épiphénomène du terrorisme au Liban...

Pour le *Quotidien de Paris* du même week-end dernier, il faut attendre la page 15 pour savoir ce que pense le quotidien de Philippe

Tesson du problème palestinien (1). Sous le titre « Territoires occupés : affrontements entre milices », il reprend de manière plus concise l'explication « dos à dos » du *Figaro*, mais aussi reprend les propos de Jacques Chirac au cours d'un déjeuner offert à l'hôtel Matignon au roi Hussein de Jordanie : « Dès le début des affrontements mon gouvernement a été le premier en Occident à exprimer sa réprobation face aux pratiques israéliennes. Le devoir de la communauté internationale est de redonner espoir aux Palestiniens dont l'avenir ne s'ouvre sur aucun horizon ».

## On croit rêver...

On croit rêver : Chirac face à Hussein rejoignant, dans ses propos sur la Palestine, le titre de l'*Humanité* sur le même sujet « Génération de la révolte » ! Comme quoi le commerce des armes mène à tout en politique étrangère, mais le *Figaro* s'est bien gardé de rapporter les propos du Premier ministre français...

Si le *Monde* titre sur « Les affrontements en Cisjordanie. Les colons israéliens dans l'engrenage de la violence » et annonce que son supplément, *Le Monde diplomatique*, contient un long reportage sur la vie quotidienne dans une ville palestinienne, rien à la une de *Libération*. Par contre, dans le quotidien de July des renseignements sur la « commande » d'Hussein (trois milliards de francs) et, en page 16, l'article « Israël : les colons en expéditions punitives ».

Rares sont, dans la presse française, les informations sur la vie politique au jour le jour en Israël. Au-delà des « bons » Palestiniens et des « méchants » Israéliens, le lecteur français reste sur son attente...

F. B.

(1) La une étant partagée entre la réhabilitation de Boukharine et France-Ecosse en rugby. Mais une accroche révélatrice : « Jordanie : Hussein achète 20 Mirage 2 000 »...

## Amis lecteurs

Il est indispensable qu'en 1988 le *Monde libertaire* continue d'avoir des ventes en augmentation comme ce fut le cas l'année dernière. Pour cela, il n'y a bien sûr pas de secret ! Ce sont ses lecteurs qui peuvent le plus faire pour défendre ce titre qui va bientôt se trouver bien seul dans la tourmente électoraliste... N'ayant en effet ni candidat à présenter ni candidat à soutenir, la voix des libertaires va avoir fort à faire pour réussir à se faire entendre. Qu'à cela ne tienne, nous ne sommes pas prêts de baisser les bras et entendons bien profiter de cette farce présidentielle pour rappeler les tares du système en place et, d'autre part, développer ici-même nos propositions pour une véritable alternative. Et si cette alternative libertaire passe par la lutte et l'action plutôt que par l'isolement, c'est parce que nous préférons utiliser nos propres armes plutôt que celles de la bourgeoisie.

Quant au *Monde libertaire*, nous ne cessons de répéter qu'il ne peut être une arme efficace pour préparer cette véritable alternative si chacun participe à son renforcement. Seul un travail de longue haleine qui, s'il est parfois ingrat, est néanmoins indispensable, peut nous permettre de faire entendre partout la voix des anarchistes chaque semaine.

Nous recevons énormément de réponses au sondage publié dernièrement dans le *Monde libertaire*, qui vont nous permettre d'améliorer le contenu rédactionnel du journal et sa présentation.

De votre côté, il est nécessaire que vous fassiez découvrir le seul hebdo anarchiste français tout autour de vous. Pour cela, nous vous invitons à acheter l'affiche éditée par le *Monde libertaire* (voir tarifs page 2), et à la coller partout. Dépêchez-vous, car l'abonnement préférentiel se termine le 28 février. Alors, à vos seaux de colle et à vos balais !

Les administrateurs

## Editorial

CETTE fois, la course à l'Elysée a véritablement démarré. Ce fut tout d'abord le grand blond arien, puis quelques communistes (plus ou moins orthodoxes) qui s'alignèrent. De Lajoie, le pur produit stalinien parti P.C.F., à Juquin le rétrotsko-vateur, en passant par l'« utilitaire » (!) Lambert (Pierre, pas Gérard), il y a vraiment du monde pour les paradis socialistes. Trop-plein de candidats pour combler un vide de luttes !

Puis, on vit le « courageux » Chirac et la fausse-vraie ou vraie-fausse candidature Mitterrand. Issues d'une génération guère spontanée, des affiches d'une incohérence idéologique affligeante ornèrent les espaces publicitaires de nos villes. Parfois, des coupures de mauvais aloi faisaient songer que cette génération-là était plutôt « mitter », les langes complètement bouffées.

La tortue Barre prend cette semaine le mors au lièvres et lance sa grosse tête sur ciel azuréen. Il s'affiche ! Nous avions déjà le « Monsieur Plus » du patronat, nous pouvons compter maintenant sur un monsieur « plus ou moins ». « Moins de calcul, plus de résultats », « Moins de parole, plus de résultats » (pan ! sur Mitterrand), « Moins de compromis, plus de courage » (pan ! sur Chirac). Le reptile se transforme ainsi en chasseur.

En affirmant qu'« il est temps de faire confiance à la France et aux Français », même les naïfs comprendront qu'il s'agit de travailler « plus » pour gagner « moins ». On a connu, dans le passé, les résultats de la politique de cet ancien Premier ministre : « plus » de chômage, « moins » de revenu. Certes, depuis, certains ont fait beaucoup mieux...

Et chacun pourrait affirmer qu'il n'est pas question d'« un fauteuil à prendre, mais d'un travail à faire », tout en espérant que le siège, malgré tout bien confortable, ne soit éjectable. Voyez comme ils sont en désaccord... Chirac n'a pu obtenir sur la question du financement des partis l'approbation des députés socialistes. Non pas tant par opposition fondamentale au projet de loi que par opposition électorale. L'incitation fiscale aux dons et la répartition des subventions de l'Etat ont permis de marquer la « différence ». Merci la différence ! Les politiciens sont contre, tout contre...

## ÉDUCATION NATIONALE

## Elections chez les enseignants

Le 3 décembre dernier se déroulaient les élections aux commissions paritaires départementales, académiques et nationales pour les instituteurs et les profs. Les résultats définitifs viennent d'être publiés ; globalement la F.E.N. regagne des voix, le S.G.E.N.-C.F.D.T. se maintient et F.O. s'effondre littéralement. Quelques chiffres :

- Chez les instits : le S.N.I. (F.E.N.) atteint 69,92% des voix ; le S.G.E.N.-C.F.D.T., 13,89% ; et F.O., 7,40% (près de 4% de perte).
- Chez les profs de collège : la F.E.N. fait 54,64% ; le S.G.E.N., 11,18% ; et F.O., 4,81% (-4,22%).
- Chez les profs de lycées : la F.E.N., 51% ; le S.G.E.N., 16% ; et F.O., 9% (-7%).

Quant aux autres petits syndicats, ils obtiennent des pourcentages infimes.

## Les résultats

La F.E.N. se sort plutôt bien de ces élections. Chez les instits, la politique de capitulation de la direction nationale du S.N.I. (socialisante) face à Monory sur la question des maîtres-directeurs n'a pas entaché sa crédibilité, malgré les critiques entendues un peu partout dans les écoles. Le réflexe « syndicat majoritaire », sécuritaire, a joué une fois de plus, comme il avait joué dans les élections internes de ce syndicat, en juin dernier, où la masse des syndicats avait reconduit

aux postes de commande l'équipe de Barbarat (secrétaire général du S.N.I.) et laissé à son score habituel l'École émancipée, seule tendance à avoir adopté une attitude de lutte dans le combat de l'an dernier contre les maîtres-directeurs.

Le S.G.E.N.-C.F.D.T., lui, se maintient. Malgré la crise d'identité qui secoue la C.F.D.T., et en particulier le S.G.E.N., celui-ci conserve globalement son pourcentage de voix. Chez les instits, son attitude, correcte et combative dans de nombreux départements, soutenant les coordinations de lutte, lui permet

deuxième siège à la commission départementale.

Mais l'enseignement le plus important de ce scrutin, c'est l'effondrement de F.O. Et cette expérience aura son importance dans le débat sur la « recomposition syndicale ». C'est particulièrement vrai chez les instits où ce syndicat perd son unique siège à la commission paritaire nationale et dans de nombreux départements.

Ce syndicat avait été réactif, on s'en souvient, il y a quatre ans maintenant, majoritairement par les militants P.C.I. sortis de la

à une absence de lutte sur le terrain (notamment pendant les mouvements de l'hiver dernier) et concurrencé dans son électorat par le petit syndicat de droite U.S.N.E.F.-S.N.A.D.E., lui auront donc coûté très cher. Nul doute que les débats seront vifs dans ce groupe trotskiste, entre ceux qui ont tout fait pour cette scission il y a quatre ans et les autres qui avaient maintenu, malgré tout, une présence P.C.I. dans la F.E.N.

Par ailleurs, la puissance (électorale !) de la F.E.N., confirmée, et

l'effondrement de l'« expérience F.O. » pèseront lourds dans les volontés de recomposition syndicale des uns et des autres. La tendance U.I.D., qui dirige la F.E.N., hésitera sans doute à la faire voler en éclat tout comme la tendance dure d'U et A (communiste) tentée par les sirènes de la C.G.T. On en saura peut-être un peu plus après le congrès national de la F.E.N. qui a hier à La Rochelle durant ce mois de février.

Patrick (Gr. d'Angers)



de faire une progression générale de un point et même de plusieurs points dans les départements où il fut particulièrement actif (c'est le cas du Maine-et-Loire où il frôle les 15% et manque de quelques voix le

F.E.N. Ses thèmes de lutte rétrogrades (« Contre les conseils d'école », « instruction contre éducation », « respect de la hiérarchie, de la notation de l'inspection », « refus de l'équipe pédagogique »...), liées

## SYNDICAT

## Congrès de la F.E.N.

Le « monument » historique et institutionnel qu'est la Fédération de l'Éducation nationale a-t-il réussi à prendre un second souffle au cours de son 35<sup>e</sup> congrès à La Rochelle ?

L'érosion syndicale touche toutes les organisations syndicales et la F.E.N. n'a pas l'honneur de faire cavalier seul. Pourquoi se syndiquent-ils à cette institution ? Par carriérisme ou par conviction syndicale ? Pour avancer dans les échelons ou pour construire un monde nouveau ? Ces questions ont suscité et suscitent beaucoup de polémiques, et il n'est pas dans notre intention de vraiment relancer le débat dans ces quelques lignes. Mais plutôt de voir comment le nouveau secrétaire général de la Fédération de l'Éducation nationale s'y prend pour relancer une nouvelle dynamique.

« Il n'est pas acceptable que l'Etat confie de l'argent public à l'école catholique (...) il faut reprendre calmement le débat laïque », a déclaré le nouveau secrétaire, dans son intervention à la séance d'ouverture du lundi 1<sup>er</sup> février. Le ton étant donné : il faut faire toutes les divergences et s'unir

dans le combat, tout en étant « la laïcité est toujours d'actualité (...) il serait absurde d'en conclure que nous voulons rallumer la guerre scolaire ».

Avec de pareilles déclarations Yannick Simbron a-t-il fait mieux que d'atteindre la une du Figaro (« La F.E.N. s'en prend à l'école libre ») ? Car il ne s'agit pas de souffler sur les braises d'un combat que tous les « politiques » considèrent comme désuet mais de relancer une mécanique.

Il est trop tôt pour faire mieux que lire dans le marc de café question renouveau du syndicalisme enseignant... Mais, « la grande mutation de la F.E.N. pour l'école de l'an 2000 » est-ce du Chevenement au goût du jour ?

A la veille de l'élection présidentielle le dernier congrès de la F.E.N. semble s'être réduit l'opposition traditionnelle entre U.I.D. (Unité indépendance et démocratie, tendance socialisante) et Unité et Action (tendance proche du P.C.F.). Et les enseignés dans tout ça ?

A. P.

## BOULOGNE-BILLANCOURT

## Au sujet d'une manif...

QUAND vendredi dernier plus d'un millier de manifestants étaient rassemblés aux portes de Renault il manquait quelque chose. En effet devant un événement d'une telle gravité, l'agissement de milices patronales, la riposte aurait pu avoir à la fois un autre visage et une intensité. Quand le bureau

confédéral de la C.G.T., la fédération C.G.T. des travailleurs de la métallurgie, l'U.N.I.F.-C.G.T. appellent les travailleurs de l'Ile-de-France à un grand rassemblement de protestation, y a-t-il de la place pour ceux qui ne sont pas à la C.G.T., ou au P.C.F. ?

L'agression des truands du patronat sur la personne de Claude Jaquelin ne concerne-t-elle pas tout le mouvement ouvrier et pas une seule fraction de celui-ci ? Renault-Billancourt a toujours été un symbole, la forteresse ouvrière qui se dresse face à l'ennemi de classe, donnant le signal de la mobilisation. Aussi, sorte de thermomètre du mouvement ouvrier français, Boulogne-Billancourt semble aujourd'hui n'être qu'un « Fort Chabrol » où se côtoient défaitisme des uns et pugnacité des militants du P.C.F. Hormis cela il semble pour quelqu'un de l'extérieur qu'il n'y a pas d'autre voix...

Michel Certano, secrétaire C.G.T. du comité d'entreprise, convoqué par la direction quelques heures après l'agression de Claude Jaquelin, a rappelé à la direction que dès 1972 les militants de la C.G.T. avaient attiré

« l'attention de la direction, sur l'existence des policiers privés dans l'usine (...) quelque temps après, un militant de l'extrême gauche, Pierre Overney, tombait sous les balles d'un nervi. »

Ce sera, à ma connaissance, la seule marque de pluralisme dans cette journée, le rappel du meurtre d'un militant maoïste dans l'après-68... Car pendant cette manifestation, à Boulogne-Billancourt, l'accent était « plus » P.C.F. que C.G.T. J'ai dû, bien 10 fois, déclarer que je ne désirais pas adhérer au parti communiste, que être à l'organisation syndicale me suffisait...

Tous les manifestants qui écoutaient les interventions de Gérard Alezard, secrétaire de la C.G.T., étaient-ils communistes ? Les dirigeants de la C.G.T. auraient tort de le croire !

Quoiqu'il en soit, on ne répétera jamais assez que l'attaque patronale, par nervis interposés, est destinée à l'ensemble du mouvement ouvrier français. A nous de faire que la riposte face aux milices patronales soit plus qu'un marche-pied pour l'élection présidentielle.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)



## en bref...en bref...

## • « COURANT ALTERNATIF »

Le numéro 73 de février de « Courant Alternatif » vient de sortir... A son sommaire vous pouvez trouver : la Palestine ; la lutte dans les postes en Italie ; l'endettement « comment le Sud finance le Nord » ; l'immigration, pour une nouvelle citoyenneté. En vente à la librairie du Monde libertaire (18 F).

## • LA LIBRE PENSÉE

Organise une conférence le samedi 20 février à 15 h au 10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris 5<sup>e</sup> (métro Luxembourg). Le thème abordé sera : « La filière bulgare » ou l'effondrement d'une manipulation orchestrée par les services spéciaux américains à l'occasion de l'attentat contre le pape. Avec maître (sic) Christian Roulette (entrée libre).

## • C.I.R.A.

Un débat est organisé à Marseille par le C.I.R.A. (Centre international de recherche sur l'anarchisme). Le samedi 13 février à 15 h 30 (C.I.R.A. : 5, rue des Convalescents à Marseille). Débat avec Alain Bihr, auteur du livre « La farce tranquille, ou la normalisation à la française ».

## Licenciement d'un anarchiste

FERNANDO BRONCHAL travaille depuis novembre 1985 comme surveillant de nuit au foyer Leydet, centre d'hébergement pour sans-abri à Bordeaux. Il y a été recruté comme auxiliaire permanent après avoir accompli deux années de « service civil » en qualité d'objectif de conscience au Bureau d'aide sociale de la ville. Le 25 janvier dernier, Fernando a reçu une lettre de licenciement. Cette mesure, de l'aveu même de la direction, n'est motivée que par les engagements politiques et syndicaux de notre camarade. En effet, Fernando n'a jamais tu ses convictions libertaires. Par ailleurs, il militait activement à la C.G.T. où il exerce des mandats syndicaux (responsable de section, trésorier général du syndicat).

Il est clair que la date de ce licenciement n'est nullement fortuite. La direction a en effet l'intention avouée de fermer le foyer Leydet au 1<sup>er</sup> avril prochain, quitte à mettre 150 personnes à la rue. Or la section syndicale, qu'anime Fernando, constitue un obstacle évident à cette politique de démantèlement de l'action sociale de la ville qui va de pair avec un recours aux organisations charitables. En licenciant Fernando, le Bureau d'aide sociale tente donc d'éliminer un gêneur en mettant sur la touche un anarcho-syndicaliste actif.

Dès lors la mobilisation en vue de la réintégration de Fernando doit être à la mesure des enjeux de son licenciement. Sur place, au foyer Leydet, personnels et hébergés ont déjà entamé des actions de protestation. Par ailleurs le syndicat C.G.T. du Centre communal d'action sociale de Bordeaux (C.C.A.S.) organise la riposte à la fois sur le plan juridique et sur le plan syndical. Enfin, les anarchistes de Bordeaux ont mis sur pied un comité de soutien visant à obtenir la réintégration rapide de notre camarade. Nous demandons donc aux lecteurs du Monde libertaire de manifester massivement et concrètement leur solidarité en protestant contre ce licenciement auprès de Jacques Chaban-Delmas, président du C.C.A.S. de Bordeaux (1).

Fernando est licencié pour ses opinions et pour ses luttes aux côtés des précaires. Nous lutterons aujourd'hui avec la même énergie pour obtenir sa réintégration immédiate.

Union locale de Bordeaux de la Fédération anarchiste

(1) Lettres et télégrammes sont à adresser à : M. Jacques Chaban-Delmas, président du C.C.A.S., Hôtel de ville, 33077 Bordeaux cedex. Des copies de ces courriers peuvent également être envoyées à : Fédération anarchiste, 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

INTERVIEW

Association des chômeurs et des précaires

— « Monde libertaire » : La revendication d'un revenu garanti pourrait apparaître comme une concession, pourquoi ne pas réclamer un travail pour tous, une réduction du temps de travail, la diminution des inégalités salariales... Pour quoi tout axer sur ce revenu garanti ?

— Yann : (...) Sur la réduction du temps de travail, il faut être clair : nous sommes pour une réduction massive, la plus massive possible... En tant que salarié, personne ne peut être contre. C'est une revendication traditionnelle du mouvement ouvrier, une revendica-



tion de lutte contre le travail. Nous sommes par contre totalement opposé au fait de dire que celui-ci est un moyen de lutte contre le chômage. Pourquoi ? Parce que très vraisemblablement, elle ne crée pas d'emplois... ou elle les crée dans des conditions telles qu'ils sont inacceptables. Quand, en particulier, la C.F.D.T. envisage une réduction massive du temps de travail comme outil de création d'emplois... c'est à condition qu'elle soit accompagnée de diminution de salaire, et d'une flexibilité du temps de travail. La flexibilité du temps de travail, que Séguin a très bien définie comme précarité, contraintes au travail, comme bas salaires... nous n'en voulons pas. Une réduction des salaires, nous n'en voulons pas (...).

— M.L. : Dans certains textes de Cash, il y a un refus global du travail...

— Yann : Quand nous parlons de travail, il s'agit de travail salarié. Parce que c'est la seule forme que nous connaissons. Et quand ce n'est pas du travail salarié, nous trouvons absolument scandaleux qu'il ne soit



pas salarié... parce qu'il correspond à des activités sociales ou à des activités de reproduction sociale. Le travail des étudiants n'est pas un véritable travail. Pourquoi les patrons ne payeraient-ils pas une formation qui leur est utile à eux ? (...)

— M.L. : Dans tout type d'organisation sociale, quelle qu'elle soit, il y a des droits et des devoirs à partir du moment où on est organisé. A mon avis, le devoir c'est le travail... qu'on peut redéfinir, en effet. Dans ce cadre-là, ce n'est pas du tout le

La suite de l'interview (cf. Monde libertaire n° 693) de militants de l'Association des chômeurs et des précaires (1) aborde cette semaine les conceptions qui peuvent s'attacher à une revendication de revenu minimum garanti, ainsi que le traitement social actuel du chômage et les différents projets des partis politiques à ce sujet. Nous souhaitons que ces quelques lignes puissent contribuer au débat essentiel à mener sur les transformations de la société moderne.

Le comité de rédaction

(1) A.C.P., 53, avenue des Gobelins, 75013 Paris.

travail salarié et on y inclut la notion de travail utile, etc. Dans le cadre actuel, est-ce que vous présentez le revenu minimum garanti comme un palliatif par rapport au contexte ou le situez-vous avec ou sans travail ? Si c'est affiché comme but, je préfère quant à moi mettre en avant la réduction du temps de travail, le partage du travail sans réduction de salaire. Maintenant, dire que dans le contexte présent, il faut revendiquer le revenu minimum garanti parce que cela conduira les employeurs à ne plus faire appel aux précaires, c'est différent. Il est important d'avoir des objectifs et des perspectives.

— Yann : Il ne s'agit pas d'un palliatif, mais de quelque chose d'indispensable. On peut constater qu'une certaine image des intérêts communs ouvriers est complètement brisée. Elle est brisée du fait, entre autres, de l'usage de la précarité et il n'y a guère d'autre moyen d'avancer pour les précaires que la lutte pour le revenu garanti. Quant à première étape, gagner sur cette étape ce ne serait déjà pas mal, après je n'ai pas de grande vision de l'organisation sociale. (...) Je n'ai pas d'images de la société future ! Ce que je sais, c'est que je suis un exploité et que j'ai à me battre sur le terrain de l'exploitation. (...)

La revendication du revenu minimum peut être porteuse d'autre chose, et éventuellement de la réduction du temps de travail. La lutte pour un revenu garanti est une lutte possible car elle se mène sur l'espace social. La lutte à l'intérieur de l'usine est devenue difficile, sinon impossible, sous la pression de la restructuration de la production. Tu luites pour les 35 heures, ou même pour une réduction encore plus massive, il y a une arme qu'on va t'opposer immédiatement : c'est l'exportation de l'emploi et tu ne pourras rien faire contre. (...) Dans tout secteur autre que protégé (entreprises nationalisées, administrations... N.D.L.R.), je ne connais pas

un nombre de problèmes qui se posent par rapport aux luttes à l'intérieur des entreprises.

— M.L. : Pour revenir aux trois jours sur le revenu garanti, les 12, 13 et 14 février, qu'en attendez-vous ?

— Yann : A propos de ces rencontres, on peut déjà dire qu'il existe un texte de présentation que nous tenons à la disposition de tous les gens que cela peut intéresser, avec le calendrier des interventions



prévues, etc. Nous espérons que ces rencontres seront un moment de confrontation des points de vue, avec leur diversité ; tout en sachant que la revendication du revenu garanti est un objectif prioritaire. Il s'agit également de mettre en place des moyens d'intervention, permettant une action commune. Pour citer des exemples, nous souhaitons la création de coordinations régionales comme il en existe dans le Nord ou comme il s'en met en place à Paris et, éventuellement, dans le Sud-Ouest. Il peut être question aussi d'un journal national d'intervention et d'agitation ou d'émissions de radio communales, de campagnes nationales sur des thèmes faisant l'unité, etc. Cela demandera beaucoup de bonne volonté, le

Cela surprendra beaucoup de lecteurs de cette interview ! Un des points d'accord entre la C.G.T. et la C.F.D.T. en 1974 était non seulement le S.M.I.C. pour tous les chômeurs, mais aussi la garantie du salaire pour tous les licenciés...

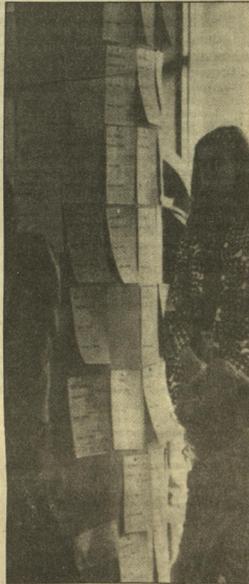
(...) Aujourd'hui le R.P.R. promet une activité garantie pour chacun, après les élections présidentielles, en particulier pour le million de chômeurs non indemnisés. C'est, en fait, un minimum social accompagné de contreparties importantes en contrôles. Ils parlent d'un montant très faible, de 1 500 F à 2 000 F. Séguin explique très clairement que des projets de minimums sociaux sont nécessaires car le plein-emploi est fini, et qu'il faut gérer la précarité, c'est-à-dire attribuer des bas salaires, réguler la pauvreté, etc.

Du côté de l'U.D.F., il y a plusieurs formules. Un revenu familial

plus, cela change tout le temps. Juquin, par exemple, est passé en trois semaines par différentes positions. Il a tout d'abord dit : le revenu garanti est une mesure de droite, regardez le rapport Dalle ; la semaine suivante, devant des syndicalistes : le revenu garanti d'accord, à condition qu'il y ait le plein-emploi. La semaine d'après, il a opté pour une position plus correcte : oui au revenu garanti égal au S.M.I.C., mais... dans la perspective du plein-emploi.

— Yann : (...) Pour beaucoup, le traitement social du chômage est une politique de mise au travail sous-payé, à travers toutes les formules de stage, et de travail forcé sous la menace de suppression des droits. Un travail sans garantie, nous l'avons déjà souligné, puisque toutes ces périodes de stage n'ouvrent absolument aucun droit à l'indemnisation. Au nom du droit au travail, on casse complètement tout ce que pouvait être le droit du travail. Cela se concrétise en salariés licenciés, et remplacés par des S.I.V.P. Il y en a de multiples exemples, entre autres dans le commerce, où beaucoup de caissières de 50 à 55 ans ont été remplacées par des jeunes S.I.V.P. Cela se traduit également en périodes d'embauche qui se transforment en stage S.I.V.P., ce qui est infiniment plus rentable pour les patrons. Dans toutes ces formules de stage, il s'agit presque exclusivement de travail et non pas de formation ; la formation est complètement bide. (...) En fait, tous les projets électoraux des partis politiques, à l'exception du P.C.F. ou de l'extrême gauche, continuent dans le sens de la déreglementation du marché du travail et de l'institutionnalisation de la précarité. (...)

— Laurent : Je voudrais insister, pour les lecteurs dont certains sont des chômeurs ou des précaires, sur



la possibilité de s'organiser à partir de notre propre expérience, de nos propres conditions de vie et de travail... Il y a la nécessité de se constituer en force sociale qui puisse peser sur ces conditions. C'est indispensable pour nous tous de ne pas nous laisser déposséder de toute possibilité d'organisation et d'action sur l'évolution de la société. Contre la société duale il y a un mouvement des chômeurs en France, encore embryonnaire, mais qui existe et un enjeu central : le revenu garanti... A chacun d'en tirer les conséquences pratiques en terme de luttes...

Propos recueillis par Pascal BEDOS

d'autres luttes depuis cinq ans que celles contre les licenciements (...).

Tant qu'on aura pas réglé le problème de la précarité, la revendication d'une réduction du travail restera inaccessible. (...) En tant que salariés, on peut être pour une réduction massive du temps de travail, mais le problème est de savoir comment, dans une situation donnée, on peut s'organiser et autour de quels objectifs. (...) C'est pour cela qu'on pense que le revenu garanti est un objectif prioritaire car, en plus, il débouche sur un cer-

tefuit du sectarisme. Ce n'est pas gagné... mais indispensable.

— M.L. : Plusieurs organisations politiques ont repris la revendication d'un revenu garanti, pouvez-vous nous parler du traitement social du chômage et de la position des divers partis ?

— Laurent : (...) Avant de faire un panorama rapide de ces positions, je commencerai par un rappel : en 1974, le Programme commun de la gauche présentait comme objectif, entre autres, l'attribution du S.M.I.C. à tous les chômeurs...

pour Stoléro, et cela veut dire entre autres que les femmes devront rentrer au foyer... Un autre projet, de Raymond Barre, insiste sur un revenu garanti qui ne soit surtout pas une mesure nationale, mais gérée par les communes, les départements. En fait, il faudrait pour eux que tout soit différencié selon les rapports de forces locaux. C'est déjà ce qui se passe actuellement...

Le Parti socialiste insiste sur la nécessité de redresser l'économie, de ne pas séparer l'économie du social. Ils veulent donc instaurer un minimum social entre 2 000 et 2 700 F pour des raisons humaines, éthiques, etc. Un des seuls problèmes, c'est que ce minimum social s'accompagne de contreparties de travail, d'insertion, avec des mesures de formation forcée. C'est-à-dire un ensemble de mesures à la fois d'exploitation du travail précaire et de contrôle social des gens qui en seraient les bénéficiaires. On peut, par ailleurs, se demander comment et où on peut vivre avec 2 000 F par mois... Tous ces partis ont entériné les baisses successives des allocations depuis 1978 et la mise en place de formules de travail précaire. Ils ont favorisé l'extension de la précarité et cassé le S.M.I.C.

Pour le Parti communiste, qui soutient désespérément les luttes pour l'emploi, les objectifs concernent le S.M.I.C. à 6 000 F ; 2/3 de ce montant pour les chômeurs, donc le maintien de la division entre les chômeurs et les travailleurs du point de vue du salaire ; et 3 000 F pour les jeunes chômeurs, c'est-à-dire la continuation de la division entre différents types de chômeurs. La seule perspective du P.C.F., vis-à-vis de l'emploi, c'est le plein-emploi socialiste : trois personnes par poste de travail, le rapatriement des chaînes automobiles envoyées au Chili, en Argentine ou ailleurs, et le « produisons français ».

Du côté des petites formations politiques... les Verts, le P.S.U., la L.C.R., les « juquinistes », on parle avec timidité d'un revenu garanti. Ils en débattent et il n'y a guère accord sur le montant, les modalités, la conception, etc. De

## LA CHINE APRÈS MAO

## Des 1 000 fleurs au capitalisme

Comme précédemment annoncé, le *Monde libertaire* en liaison avec *Radio-Libertaire* profite du nouvel an asiatique, qui inaugure l'année du Dragon, pour s'intéresser particulièrement à l'Asie.

Chacun sait que la Chine a bien changé ces dernières années : qu'en est-il vraiment ? Et le Vietnam, qu'est-il devenu depuis la fin de la guerre ?

La communauté asiatique est importante en France, et particulièrement à Paris où le nouvel an est chaque année un événement fort remarqué. Il s'agit, pour beaucoup, de réfugiés politiques qui constituent une immigration spécifique de par l'importation de sa culture. La semaine prochaine, plusieurs articles encore sur l'Asie.

La rédaction

**M**AO, 70% de bon, 30% de mauvais. Telle était la version officielle dès 1978. L'évolution actuelle du régime aidant, certains n'hésitent pas, dix ans plus tard, en 1988, à inverser la proportion, étant donné les « erreurs commises » ainsi dénoncées par Claude Cadart et Cheng Yingxiang dans un article quelque peu iconoclaste, paru pourtant dans *Aujourd'hui la Chine*, revue officielle des « Amitiés franco-chinoises » (1) :

« Qu'est-ce qu'aura été le maoïsme, sinon la version chinoise d'un projet et d'une entreprise totalitaires "rouges" de caractère manifestement rétrograde dont le stalinisme avait été la version russe ? (...) Le maoïsme c'était d'abord, bien sûr, le culte exacerbé de la personnalité du camarade Mao Zedong. Pratiquement déifié, théoriquement doué de toutes les qualités (y compris, c'est un comble, de celle de l'humilité et du sens

Petit Livre Rouge. Le culte de la personnalité du "Guide génial" était un élément d'autant plus important du maoïsme qu'il commandait celui de tous les moindres chefs, de tous les petits chefs et de tous les sous-chefs des Trois Appareils (celui de parti, celui d'Etat, celui de l'armée). »

Le corollaire bien sûr, c'était « l'uniformisme de la pensée, le dogmatisme assurément, mais un dogmatisme à contenu variable puisqu'il suffisait que son prophète changeât d'idée (ce qui lui arrivait souvent) pour que tout le monde fût obligé d'en changer, de la même manière, et sans attendre, comme un seul homme. Le maoïsme c'était la suppression pratique de toutes les libertés, qu'il s'agisse de celles de la création, du jugement ou de l'expression, de celles de l'association, de la grève ou de la "manif", de celles de déplacement, de l'habillement, du choix du conjoint ou du choix du métier. »



le plus aigu de la démocratie), le Grand Timonier était réputé infailible, tant en actes qu'en paroles. « Et quand à sa "pensée", elle ne correspondait, affirmait-on, à rien de moins qu'au sommet du marxisme-léninisme de notre temps », même lorsqu'elle se trouvait réduite à l'état de platitude du

Et la conséquence en était « un modèle de fonctionnement de l'économie de caractère hyper-centraliste, hyper-collectiviste et hyper-stérilisant. C'était le mépris proclamé de l'intéressement matériel égoïste "c'est-à-dire de la rémunération individuelle au rendement" qui ne procéderait que de l'esprit "bourgeois" ; c'était la condamnation du "productivisme" et d'une façon plus générale de l'"économisme", c'est-à-dire de tout ce qui avait pour objet ou pour effet de rendre au système de la production et de la distribution des biens et des services un minimum d'autonomie par rapport à l'Etat militaro-théocratique du marxisme-léninisme revu et corrigé par la pensée de Mao Zedong. « Et c'était naturellement la pénurie générale : celle à laquelle présidait, dans les villes, le génie du "bol de riz en airain" bien que le bol en question contint de moins en moins de riz au fur et à mesure que les années passaient, et, dans les campagnes, le démon de "la grande marmite commune" bien que la soupe dont était pleine la grande marmite en question eût tendance, elle aussi, à aussi, à s'éclaircir de plus de plus en plus. »

## La réforme ou le chaos

Devant une telle situation qui penchait dangereusement vers le

degré zéro qu'à connu pour sa part le Cambodge du sinistre Pol Pot, Deng Xiaoping et son équipe de réformateurs pragmatistes n'avaient pas d'autre choix que de faire jouer les bons vieux mécanismes mille fois éprouvés de la quête du bien-être et du profit individuel : « peu importe que le chat soit blanc ou noir, ce qui importe, c'est qu'il attrape les souris ».

Dans les campagnes, la réforme rurale avec la suppression des communes populaires et de la collectivisation, la mise au point du système des contrats, la réduction graduelle des livraisons obligatoires, et l'instauration, certes partielle, des règles du marché, a largement contribué à un fort taux de croissance... et à l'émergence des premiers millionnaires en yuans (2).

Dans les villes, les entreprises privées restent encore marginales et plutôt cantonnées dans le secteur des services — avec quelques employés, 7 à 8 étant considéré comme le maximum tolérable en régime communiste, bien que « les journaux chinois aient fait état d'entreprises de ce type pouvant avoir jusqu'à 200 ou 300 employés ; il existe même quelques cas d'entrepreneurs qui possèdent plusieurs usines » (3).

La réforme, tout en conservant donc au secteur public, qui pèse toujours d'un poids déterminant dans l'économie, la maîtrise des règles du jeu, a surtout consisté en l'autonomie de gestion des entreprises publiques et des « appels d'offre » pour ceux susceptibles de les diriger avec efficacité. Efficacité et rentabilité par des mécanismes qui ressemblent, étrangement à ce que d'aucuns appellent communément le capitalisme.

Finis la promotion automatique de l'ancienneté et l'« emploi à vie », voici le temps du « niveau technique » et de l'« attitude au travail » : « Des sons entrés en fonctions à l'usine de machines à laver de Chongqing, Xieng a "brisé la grande marmite" égalitaire en instaurant des primes de productivité, imposé le pointage des horaires et licencié deux ouvriers pour absentéisme. Puis il a fixé un quota de production individuel, sous peine de réduction des salaires ainsi qu'un contrôle de qualité avec mise à l'amende en cas de faute. Il choisit des cadres, en a destitué dix pour incompétence, recruté les nouveaux employés sur contrats à terme et élabore les règlements internes » (4). Seul maître à bord... après Marx.

Dans les entreprises privées, c'est Zola : aucune législation du travail, ni repos hebdomadaire ni horaires fixes ; « elles sont trop petites pour cela » ! D'après une enquête de janvier 1988 parue dans le *Journal des Femmes Chinoises*, 80% des femmes employées dans les entreprises privées de Yueyang dans le Hunan travaillent 15 heures par jour, les 20% restantes 20 heures par jour (certaines sont tombées dans le coma en raison de ce rythme effréné) et pour des salaires de misère : alors que le salaire ouvrier mensuel moyen est de 100 yuans (soit 160 francs), une minorité de « privilégiées » gagnent de 60 à 70 yuans (70 francs)...

Toutefois, le résultat brut est là : au-delà des perversions engendrées par la corruption, le népotisme, le cynisme des parvenus économiques et l'effritement des valeurs traditionnelles, la modernisation est en route avec pour perspective un quadruplement de la production industrielle et agricole en l'an 2000, consacrant le décollage du pays.

Mais Deng Xiaoping reste un léniniste convaincu. S'il entend propulser la Chine dans le XXI<sup>e</sup> siècle, c'est en exigeant d'elle « stabilité et unité », en restant attaché jusqu'à

nouvel ordre aux « 4 principes » (référence aux classiques du marxisme, du léninisme et de la pensée de Mao Zedong) et dans le respect inconditionnel de la souveraineté du parti.

## Le parti-institution

Pour avoir contesté cet ordre des choses, Wei Jingsheng, le principal animateur du « Printemps de Pékin » (5) a été condamné à 15 ans de prison en octobre 1979, sous l'infamant grief de comportement « contre-révolutionnaire ». Son crime ? Avoir réclamé tout de suite la démocratie comme 5<sup>e</sup> modernisation. L'avertissement se voulait clair et sans appel : la démocratie appartient aux prérogatives du parti, et celui-ci réprimera tous ceux qui se réclameront d'elle, sans lui ou malgré lui. Il en sera de même sept ans plus tard après les manifestations étudiantes de décembre 1986-janvier 1987 ; même réformateur, le pouvoir reste d'essence marxiste-léniniste et refuse tout débordement social qui ne soit pas programmé.

Aussi, devant la grogne des cadres inquiets de voir rogner leurs prérogatives d'hommes supérieurs, d'élite fonctionnelle au profit d'une intelligentsia technicienne, et nostalgiques du culte de la personnalité, en fait rouage essentiel puisque tout au long de la chaîne bureaucratique descendante chaque tenant d'une parcelle d'autorité est ainsi oint et bénéficie de la même légitimité. Deng Xiaoping sera amené à sacrifier le fusible Hu Yaobang, son bras droit pourtant, démis de ses fonctions de secrétaire général du parti communiste le 16 janvier 1987.

La ligne « denguiste » a pourtant été pérennisée avec l'élimination de la vieille garde lors du XIII<sup>e</sup> congrès d'octobre 1987 qui verra la mise en place d'un comité permanent du bureau politique composé de cinq membres, tous nouveaux à l'exception de Zhao Zyang, autre homme lige de Deng, élu au poste de secrétaire général, et qu'il occupait déjà par intérim.

Mais le masque est tombé. Même si pour justifier les réformes en termes marxistes-léninistes acceptables a été inventée la notion de « phase initiale du socialisme » qui permet toutes les expériences capitalistes ou presque « pour le bien du socialisme », il n'en reste pas moins qu'« à l'épreuve des faits, les ambitions idéologiques du parti communiste ont subi une érosion spectaculaire. Oubliée la voie lumineuse vers le communisme, oubliées aussi les grandes dénonciations de l'impérialisme et du "révisionnisme" ».

« La révolution chinoise est provisoirement orientée vers des objectifs beaucoup moins enthousiasmants : développer le pays et renforcer son statut international. Le

pouvoir rouge subsiste, mais le soleil rouge a disparu à l'horizon » (6). C'est bien cela. Le pouvoir rouge subsiste dans toute sa crudité car son monopole est le gage de sa survie. Selon la formule d'Yves Chevrier, le parti communiste est « un parti révolutionnaire institutionnel » (7). Tout changer pour ne rien changer.

Tout espoir d'une réelle alternative est-il donc irrémédiablement voué à l'échec ? Non car l'évolution vers une modernisation accrue de l'économie a entraîné l'émergence d'une société civile qui ne croit plus à l'idéologie dominante, et symbolisée par le geste « sacrilège » des étudiants pékinois qui, le 6 janvier 1987, brûlèrent ostensiblement des exemplaires du *Quotidien du Peuple* accusé de més-information. La liberté d'entreprendre sous-tend les autres libertés — de pensée, d'information, d'expression, de jugement, de déplacement, etc. — mettant en jeu à terme le monopole du parti communiste et donc sa survie.

En définitive, si « la société affronte un pouvoir qui n'a pas fondamentalement changé, l'une a gagné en maturité tandis que l'autre a perdu de sa confiance en soi. Les hommes ne se baignent jamais deux fois dans le même fleuve... » (8)

## J.-J. GANDINI

(1) Aujourd'hui la Chine, septembre 1986 : « Dix ans après la mort de Mao Zedong, le maoïsme en miettes ».

(2) Un yuan vaut environ 1,60 F.

(3) Le Monde Diplomatique, juillet 1986 : « La Chine au grand vent des réformes économiques ».

(4) Libération, 9 avril 1987 : « Patron de choc ».

(5) Pour la première fois, de novembre 1978 à novembre 1979, l'opposition chinoise s'est dotée de structures autonomes, groupes, associations, revues en marge du monde officiel. Principale revendication : la démocratie et les droits de l'homme. Deng Xiaoping, revenu à la surface en 1977, s'en servira pour isoler à l'intérieur du parti communiste le courant présidé par Hua Guofeng, successeur éphémère et bien oublié aujourd'hui de Mao. A nouveau au fait du pouvoir, Deng engagera la répression en mettant ainsi fin brutalement à ce souffle nouveau. Deng est un récidiviste : en 1957, alors qu'il était secrétaire général du parti communiste, il avait joué un rôle actif dans l'organisation du mouvement « anti-droitier » mettant fin au « Mouvement des Cent fleurs ». Voir : Le Printemps de Pékin, coll. archives, Gallinard-Julliard, 1980 ; Procès politiques à Pékin de V. Sidane et W. Zafanelli, Maspéro, 1981 ; Les Cent fleurs de Siwit Aray, Flammarion, 1973.

(6) Doménach-Richer, La Chine 1949-1985, Imprimerie nationale, 1987 (p. 444).

(7) Par analogie avec le P.R.I. mexicain, toujours au pouvoir depuis des décennies.

(8) J.-P. Cabestan, « Libéralisations », in *Aujourd'hui la Chine*, juin 1987.



Deng Xiaoping.

ANNÉE DU DRAGON

A l'occasion du Nouvel An chinois et indochinois.

SEMAINE SPÉCIALE

Du 15 au 21 février 1988

**ASIE**

Libertaire 89.4

## VIETNAM

## Depuis 13 ans, le bilan !

Le 30 avril 1975, les Vietcongs poussent leurs blindés contre les grilles du palais présidentiel à Saïgon. Le lendemain, 1<sup>er</sup> mai (date symbolique s'il en est) ils parachèvent leur triomphe par la « réunification » totale du pays, en prenant possession des deltas du Mékong. Du nord au sud, le Vietnam ne fait plus qu'un seul pays, une seule nation, socialiste qui plus est.

Partout dans le monde, avec joie ou amertume, on prend acte au mieux du courage, au moins de la ténacité de ce petit pays parmi les plus pauvres de la planète qui, après avoir connu deux guerres (japonaise et française), a réussi à vaincre la première puissance mondiale sur les plans économique, industriel et militaire : les Etats-Unis d'Amérique.

## Du socialisme rêvé au socialisme réel

L'heure a sonné de la « reconstruction nationale » et de la « réconciliation ». A la panique et au chaos des derniers jours de Saïgon succède un apaisement certain et même un certain « optimisme » de fin de guerre. Au Nord, on songe déjà à se soulager du lourd fardeau de l'économie de guerre, à oublier un peu les sacrifices consentis pendant près de trente ans... Au Sud, on se satisfait au moins de l'arrêt des dévastations et des carnages dont « l'allié » américain porte une large responsabilité. Un nouveau

Vietnam se profile peut-être... L'espoir ne sera que de courte durée.

En quelques mois le quadrillage policier et administratif du Sud est mis en place. Les personnes ayant, de près ou de loin, « servi » l'ancien régime sont recherchées, arrêtées et envoyées en camps de « rééducation » politique pour des périodes allant de quelques mois à plusieurs années. Responsables civils mais surtout militaires sont victimes de ces mesures et ce, qu'elles que soient les conditions dans lesquelles ils ont pu être enrôlés dans l'armée sudiste ou amenés à travailler pour les anciens maîtres du pouvoir. La suspicion s'instaure et les enfants eux-mêmes sont invités à dénoncer les « valets de l'impérialisme ».

Aux yeux des autorités communistes d'ailleurs, toute la population sudiste, et notamment celle de Saïgon (qui représente un cinquième des habitants du Sud), est considérée comme « corrompue ». Aussi, tous ceux qui se proposent au niveau local de participer à l'effort de « reconstruction », en apportant leur savoir ou leur expérience, sont écartés. Des « cadres » nordistes, militaires en général, prennent les commandes de tous les postes de responsabilité, y compris civils. L'arrogance et l'incompétence de ces petits chefs finissent par décourager les plus motivés.

La socialisation de l'économie, menée sans précaution, avec l'aveuglement bureaucratique que



l'on imagine, n'a pas eu pour effet de rationaliser et de développer la production agricole ou industrielle, au contraire. Privés le plus souvent du fruit d'un travail pénible, réalisé dans des conditions parfois absurdes, les paysans et travailleurs du Sud finissent par ne participer qu'au minimum et à ne produire que ce qu'il leur est strictement nécessaire, individuellement nécessaire. D'autant que la famine et la pénurie s'installent et avec elles le sinistre marché noir, des trafics d'influences, de l'arbitraire et des passe-droits. Car les nouveaux cadres communistes se sont au moins acclimatés aux vents du Sud et ont au moins conservé un des acquis de l'ancien régime, la corruption. Tout s'achète et tout se vend. Un geste ici, là le silence.

Par ailleurs, la politique d'instauration de Nouvelles zones économiques (Z.E.N.), qui vise à envoyer manu militari des pionniers « volontaires » pour déboiser, défricher et cultiver des zones forestières souvent encore vierges, tourne à la catastrophe. Désengorger l'ancienne Saïgon et organiser un « retour à la terre » pour un million de personnes ne s'improvise pas... Sauf chez les cadres de la nouvelle Ho Chi Minh-ville. Les conditions de vie dans ces camps se révèlent vite insupportable. D'autant que l'assistance logistique gouvernementale est quasi inexistante.

Livrés à eux-mêmes, touchés par la famine ou la maladie (le paludisme surtout), ces pionniers malgré eux sont décimés, et plusieurs dizaines de milliers d'entre eux choisissent de revenir à Ho Chi Minh-ville où plus rien ne les attend sauf la misère et la marginalité.

Les années ont passé et avec elles la période sombre de 1978 à 1980, où les catastrophes naturelles ont empêché toute capitalisation des efforts. Pourtant cela, comme la lourde ardoise américaine, n'explique pas tout.

## Le « bilan »

Car au Nord aussi, la déception et le découragement s'installent ainsi que la grogne. Le Sud qu'on a « libéré » du joug capitaliste présente une apparence de développement et de richesse, toutes proportions gardées, plus importante que le Nord pourtant rigoureux, laborieux, exemplaire...

Qui plus est les sacrifices que le gouvernement justifiait par la guerre sont encore exigés en temps de paix alors que rien ne s'améliore, ni le niveau de vie ni le confort. Seule l'inflation aug-

mente, de mois en mois, d'année en année.

Pour des raisons diverses variant sans doute suivant les régions, mais se rapportant toutes à l'incompétence et à l'autoritarisme des communistes, qui enfoncent toujours plus le pays dans la misère, un peuple entier a perdu confiance et s'est installé dans une philosophie de la survie. Alors que l'inflation annuelle atteint les 700%, le marché noir produit un flux monétaire plus important que celui du marché officiel... Le mythe socialiste ne séduit plus grand monde.

A cela s'ajoute la militarisation et la mobilisation à perpétuité, relatives au contentieux avec la Chine. La situation du Vietnam semble bien peu tenable, entre un voisin hostile, surpuissant et patient : l'empire communiste chinois et un allié lointain mais « pousse-au-crime », la Russie soviétique.

Le conflit sino-vietnamien, on le sait, est à l'origine de bien d'autres phénomènes dont l'invasion du Cambodge (1) et l'exode des réfugiés. Le prétexte était trouvé pour « débarasser » le Vietnam d'une communauté « encombrante » stratégiquement, mais surtout de centaines de milliers de bouches à nourrir. Les « Hoas », sino-vietnamiens, ont été délibérément mis en situation de précarité, de chômage et de misère (par les mesures de nationalisation de 1978) (2) et leur exil a été largement et lucrativement organisé. La police politique se chargeant même d'affréter les « candidats au voyage » contre argent sonnante et trébuchant.

Mais la débacle économique et industrielle, et l'échec politique, ont contribué largement à l'effondrement moral de toute une nation. Ils ont poussé, on le sait, bien plus de réfugiés vers les côtes que le gouvernement ne le prévoyait.

Après les militaires et collaborateurs de l'ancien régime en 1975, après les intellectuels et les cadres techniques, gestionnaires, médicaux et scientifiques, après les « Hoas » (sino-vietnamiens) dès 1978, ce sont bien des ouvriers, des paysans, des pêcheurs qui tentent leur chance dans la fuite malgré les périls...

Le parti communiste lui-même a perdu, dans le fond, tout espoir de convaincre la population du bien-fondé de son idéologie. Bien sûr, ici comme en Union soviétique, orthodoxes et rénovateurs se livrent une guérilla tranquille. « Gauchisme » pour les uns, « révisionnisme » pour les autres, sont

les causes réelles de la faillite du système. Alors que c'est l'échec de l'idéologie communiste elle-même qu'il faudrait constater. Lénine disait que le communisme c'était les soviets plus l'électricité ; il faut savoir qu'à Ho Chi Minh-ville, il n'y a du courant électrique que deux soirs par semaine.

## Et demain ?

En l'an 2000, le Vietnam comptera cent millions d'habitants. Aujourd'hui les sciences, l'éducation, les forces créatives connaissent un délabrement sans précédent. Sans parler du système de gestion, qui cherche à présent dans des tentatives plus libérales et par une ouverture sur l'Occident des béquilles à sa mesure. En l'an 2000, le Vietnam se souviendra-t-il de sa victoire de 1975 ?

Souhaitons en tous cas qu'il aborde le siècle nouveau dans de nouvelles conditions : plus sociales, plus humaines ; débarrassé de l'arbitraire étatique et militariste qu'implique l'idéologie communiste. Souhaiter n'est rien, on le sait, ce sont les Vietnamiens auront le plus besoin, c'est de leur courage légendaire.

## VÔ CHINH-PHŪ

(1) Ce qui s'explique aussi par la volonté du Vietnam de créer une « fédération indochinoise » sous sa tutelle.

(2) Des mesures qui dépossédaient les Chinois de tous leurs biens professionnels.

## RÉFUGIÉS ASIATIQUES

## Drôle de regards...

Les réfugiés indochinois sont des étrangers à part pour la population comme pour les groupes institutionnels. Leur arrivée est relativement récente, peu massive et leurs modes de vie communautaires ont fait que peu de contacts positifs ou négatifs ont permis d'alimenter les débats que l'on tient habituellement sur l'immigration. Seules références pour les Français : clichés fantasmagiques et parti-pris idéologiques ou politiques.

Les réfugiés du Sud-Est asiatique sont des étrangers à part parce qu'immigrés à part. Les raisons de leur arrivée, dans les années soixante-dix surtout, ne rejoignent pas celles des travailleurs africains ou nord-africains. Alors que ceux-ci venaient plus ou moins chercher fortune dans la grisaille d'un Eldorado industriel, les premiers fuyaient la catastrophe humaine et politique qu'ont représenté les guerres du Vietnam, du Cambodge et du Laos, et surtout l'irrésistible ascension communiste. Ascension qui, au Cambodge, a pris la forme d'une utopie meurtrière proche du génocide.

Si, en général, les communautés « exotiques » et « mystérieuses » n'ont pas (encore) à subir le racisme que connaissent Arabes et Africains, le regard que les « indigènes » leur portent n'est pas des plus sympathiques. Les ambiguïtés du discours politique institutionnel n'y est pas pour rien.

En effet, la droite, qui fait traditionnellement de l'identité nationale son cheval de bataille, n'apprécie que très peu les immigrés (sauf pour en tirer profit), de même pour les étrangers en général. Disons qu'au niveau de sa « sensibilité », la droite est porteuse du concept nationaliste de manière plus sensible que la gauche. Or devant le phénomène des boat-people, elle s'est faite un devoir d'ouvrir grand les bras (du moins en apparence...). Habituellement peu « hospitalière », elle s'est découverte des vertus humanitaires. L'anticommunisme qui pouvait être médiatement extrait du phénomène n'y est pas pour rien.

De son côté, la gauche, qui revendique habituellement le monopole de l'internationalisme, de l'humanisme et du « cœur », s'est trouvée prise à contrepied par un phénomène dramatique qui venait balayer des années de phraséologie. Les communistes et l'extrême gauche (habituellement spécialisé dans l'« internationalisme prolétarien ») ont fait la fine bouche devant des réfugiés qui fuyaient le marxisme réel...

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant d'avoir vu apparaître, à côté de l'imagerie caricaturale orientaliste, les à priori politiques les plus ridicules. Les Asiatiques sont restés objets de curiosité sinon de méfiance en même temps. Il est peut être temps de poser un regard lucide sur cette partie de la population française, qui n'en doutons pas, pourrait jouer un rôle social et culturel plus important qu'on ne le pense. Entamer le dialogue, développer les échanges permettraient d'écartier les dangers qui menacent : la répercussion à des fins politiques de communautés traumatisées par l'expérience communiste (1); la mise à l'index ; et la création de ghettos qui alimenteraient encore la psychose sécuritaire, servant une fois de plus les stratégies de la haine.

V. C. P.

(1) De cette expérience malheureuse, pour le moins, découle aussi un recul vis-à-vis de la politique en général et, en particulier, de tout les signes d'un collectivisme quelconque.

ANNÉE DU DRAGON

A l'occasion du Nouvel An chinois et indochinois.

SEMAINE SPÉCIALE

Du 15 au 21 février 1988

ASIE

Libertaire 89.4

NOUVELLES  
DU FRONT

• **LOI DEBRÉSKI ?**  
Dans le « Monde libertaire » n° 691, nous vous informions qu'une dizaine d'objecteurs polonais, membres du mouvement pacifiste indépendant Liberté et paix (W.I.P.), croussaient en prison. Le gouvernement de ce pays leur a fait récemment une proposition (malhonnête) : un service civil alternatif d'une durée double du service militaire (qui dure de 24 à 36 mois) pouvant s'accomplir dans les hôpitaux ou les centres d'assistance sociales. Environ deux cents objecteurs seraient concernés par ce projet de loi. La Pologne deviendrait ainsi le premier pays de l'Est à accepter le refus du service militaire, considéré comme un délit politique relevant de l'« attitude antisocialiste ». D'après le porte-parole du W.I.P., cette mesure vise à « créer une armée de main-d'œuvre bon marché » et à « décourager les futurs objecteurs ». Tiens, tiens !

• **L'ÉTAT DE L'ARMEMENT.**  
« Les Cahiers de Domocles » ont fait paraître un numéro spécial sur « L'Etat et l'industrie d'armement en France ». En vente à la librairie du Monde libertaire ou à commander au Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits, B.P. 1027, 69201 Lyon cedex 01. Prix : 35 F (franco de port), chèque à l'ordre du centre (C.C.P. n° 3 305 96 S, Lyon).

• **OBJECTEURS EN GRÈCE.**  
Michalis Maragakis (24 ans), de Thessalonique, condamné en première instance le 13 octobre 1987 à quatre ans de prison par le tribunal militaire de Kavala, est actuellement incarcéré à la prison militaire d'Avlona (près d'Athènes). On peut lui écrire et protester auprès de M. Sartsetakis, président de la République, Megaro Herodou Atikou, Athènes, Grèce. (infos W.I.P.-P.R.I.).

• **PROCÈS.**  
Pour Jehan Guy, en appel à Versailles le 28 janvier, le jugement sera rendu le 18 février. L'avocat général a réclamé : six mois ferme, le retrait du statut et cinq ans de privation des droits civiques. Bruno Chapi a été condamné à un an ferme à Rennes. Gérard Caro, quant à lui, sera fixé sur son sort le 8 mars.

• **NUL... MAIS PAS FÂCHÉ !**  
Michel Fache, objecteur insoumis condamné à Rouen à douze mois de prison ferme, est passé en appel le 5 janvier. La cour vient de rendre son arrêt : l'ordre de route qui lui avait été remis est entaché de nullité, la personne l'ayant signé (M.A. Horville-Andréani, cf. « Monde libertaire » n° 686) n'étant pas habilitée à le faire. L'affaire a donc été renvoyée devant le tribunal administratif de Rouen. En cas d'avis favorable, la peine en première instance serait confirmée. A suivre !

Georges HOST

Un service régulier  
et pratique  
l'abonnement

POLICE  
Marseille bave plus blanc ?

LES faits sont connus. Une bavure policière tout ce qu'il y a de plus bête, avec un flic qui tire à bout portant sans aucune raison. Sans doute n'avait-il jamais eu encore l'occasion de se rendre compte que non seulement son arme est faite pour tirer mais que quand on s'en sert, elle tue appuyé sur la détente est un geste tellement facile... Il suffit d'une certaine prédisposition psychologique pour passer à l'acte.

Il y a aussi eu une deuxième bavure, une bavure judiciaire. L'intervention du ministère de la Justice, pour que le flic soit remis en liberté sans inculpation, est énorme. Pire, il est vraisemblable que sans la publicité donnée à l'affaire par les magistrats la bavure du cabinet de Chalandon n'aurait pas été rattrapée en extrême comme ça a été le cas.

Oui, il y a lieu de se demander s'il y a bien bavure. Parler de bavure policière, n'est-ce pas s'en remettre à la fatalité (1) ? Ne vaudrait-il pas mieux mettre en

cause une certaine irresponsabilité ? Irresponsabilité du flic, c'est évident, mais aussi des gens qui lui ont appris son métier. Irresponsabilité ? Même là, il faudrait peut-être aussi s'interroger... Les accidents ne sont-ils pas trop nombreux pour qu'on ne puisse plus les considérer comme des accidents, mais comme les conséquences du fonctionnement normal de la police tel qu'il est voulu en « haut lieu » ? Les cow-boys ne sont-ils pas des cousins des macoutes ?

Beaucoup de questions, quelles réponses ? Ne pas s'approcher d'une voiture volée, arrêtée sur un parking quand deux flics (en civil) attendent que le voleur revienne, n'est évidemment pas une réponse possible. Ne pas s'approcher d'un flic pour ne pas être à la portée de son arme non plus : ils sont devenus trop nombreux, il faudrait rester enfermé chez soi... Il n'est donc pas de solution individuelle.

Désarmer la police ? Bien sûr, c'est la solution idéale. Si bon nombre de cow-boys s'y refuse-

raient, il reste qu'une mobilisation massive des futures victimes que nous sommes toutes et tous potentiellement pourrait, sur une simple base humaniste, parvenir à cette fin. Nous en sommes loin et le premier travail de tout un chacun dans ce sens doit être le refus de la banalisation des « bavures ».

## Quelle justice ?

Il importe de revenir sur la « bavure judiciaire ». Il semble que les parquets ont reçu ordre en décembre dernier, par circulaire, de « prendre attache avec le cabinet du garde des sceaux avant toute ouverture d'une information judiciaire pouvant mettre en cause des policiers » (2). On sait bien de toute façon que la justice n'est « indépendante » que lorsque le gouvernement le veut bien, des « affaires » l'ont prouvé encore récemment, aussi bien l'affaire Michel Droit que l'acquiescement des meurtriers de Canaques.

Ainsi va la démocratie française, la cohabitation organise le terrorisme d'Etat, un terrorisme à

la française auquel il arrive maintenant selon toute apparence de ne même plus répondre à des motivations politiques ou racistes.

L. F.

(1) Voir au pourcentage de pertes toléré à l'armée dont on parlait beaucoup il y a quelques années.  
(2) Information donnée au conditionnel par le Monde du 6 février.



Christian Dovero, 26 ans, assassiné par un policier.

## NUCLÉAIRE

## Le blues de Creys-Maville

Il y a quelques mois, nous relations dans ce journal l'inquiétant accident de Creys-Maville : l'énorme barillet de la centrale Superphénix avait laissé généreusement échapper le sodium qu'elle contenait. Ce liquide, inflammable au contact de l'air, servait à refroidir l'uranium hautement radioactif issu du réacteur. Il y avait forcément là de quoi s'émouvoir. Mais l'écologie étant déjà passée de mode, la population a su oublier cette bavure un peu plus voyante que les précédentes.

## Histoire de trous

Plusieurs mois n'ont pas été de trop pour vider le barillet de son dangereux contenu. C'est donc tout récemment que les conclusions de l'enquête sur Superphénix ont été connues du public. Mais seul le quidam épluchant avec un haut degré de conscience la presse quotidienne a pu relever certaines informations à ce sujet. Pourtant, elles valent le détour.

## Histoire de fous

E.D.F. a rendu sa copie au gouvernement : un dossier de 3 500 pages sur le surgénérat de Creys-Maville. On y apprend, entre

autres, que les systèmes d'alarmes infaillibles de Superphénix n'ont pas permis de déceler les fuites de sodium, faute d'avoir pu fonctionner. Certaines mauvaises langues affirment que ces alarmes ont bien fonctionné, mais ont été débranchées par les ingénieurs, persuadés que les fuites étaient impossibles. En tout cas, le barillet est bon à mettre à la casse, et cela coûte très très cher. Qu'à cela ne tienne : les ingénieurs d'E.D.F. ont proposé de faire redémarrer la centrale sans cet « accessoire » !

Derrière ces bricoleurs de génie, se profile non seulement la direction d'E.D.F. mais aussi des sociétés comme Framatome et Novatome, sans compter les trois élus kamikazes de la région réclamant à cor et à cri la remise en service de la centrale. Aux dernières nouvelles, le ministère de l'Industrie n'est pas tenté par cette hypothèse, pourtant soutenue par un savant dossier élaboré par nos techniciens fous.

## Vivre dangereusement

Tout aussi consternant, le rapport du ministère de l'Industrie reçu par le Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaire : celui-ci analyse les principaux pépins survenus dans les centrales françaises ces dernières années. On y apprend que malgré la technologie de pointe employée, nous sommes à la merci de bêtes problèmes de tuyauteries, ou d'un opérateur distrait, ou encore d'une vanne condamnée par un simple cadenas, sans compter le vieillissement inattendu de certains sous-ensembles (deux mois d'âge pour la fameuse cuve de Creys-Maville !). Pour exemple, cette histoire véridique racontée par le *Canard enchaîné* de la semaine dernière : « Toto ! va m'ouvrir la vanne 215 de la tranche 1 », ordonne l'opérateur occupé aux opérations de rechargement d'un réacteur en arrêt à froid. « Oui, chef, tout de suite ! ». Et Toto va ouvrir la vanne 215, mais sur la tranche 2, dont le cœur est chaud. Erreur très bête, mais explicable : les deux tranches sont absolument jumelles. Heureusement la pression était telle que la vanne s'est bloquée. C'est ainsi que la centrale de Saint-Laurent est passée à deux doigts d'un accident extrêmement

grave un certain 1<sup>er</sup> juillet 1984. Il serait fastidieux de relater ici tous les dangers auxquels nous avons échappés. En tout cas sachez que désormais, les patrons des sites nucléaires doivent informer le préfet local de tout « incident » advenu chez eux. Auparavant, ces informations restaient soigneusement confinées dans l'enceinte de la centrale. Dorénavant au moins une personne extérieure sera informée : le préfet. La France avance...

Pierre-Yves

Répression  
sans frontière

Mario Ines Torres, incarcéré en Finlande depuis plusieurs mois (cf. « Monde libertaire » du 24 décembre 1987), est l'objet d'une demande d'extradition de la part du gouvernement espagnol. Motif : un braquage avoué après dix jours de torture, et pour lequel tous les autres inculpés ont déjà été acquittés pour insuffisance de preuves.

Mario n'a pas envie de retomber dans les pattes de la Guardia Civil, d'autant plus que, d'après un entretien qu'il a eu avec le chef de la police secrète finlandaise, les Renseignements généraux français ne seraient pas étrangers à cette demande d'extradition.

Sombre magouille policière sur laquelle nous vous donnerons bientôt plus de précisions. Le procès décidant du sort de Mario aura lieu le 18 février à Helsinki. En attendant, envoyez des télégrammes de protestation à l'ambassade de Finlande et d'Espagne (1).

Gr. Albert-Camus  
(Toulouse)

(1) Ambassade de Finlande : 39, quai d'Orsay, 75007 Paris (47.05.35.45) ; ambassade d'Espagne : 13, avenue Georges V, 75008 Paris (47.23.61.83).

## FOYER

## Bisson gagne

NOUS informions la semaine passée (*Monde libertaire* n° 693) de l'imminence d'une décision de justice concernant les résidents du foyer Bisson menacés d'expulsion par le Bureau d'aide sociale de Paris, étrange gérant (cf. *Monde libertaire* précédents) de ce foyer.

Le Bureau d'aide sociale, probablement par habitude, s'attendait à ce que tout se passe comme sur des roulettes, et n'avait même pas d'avocat pour défendre son dossier. Les résidents, eux, avaient pris un avocat pour ne pas être piégés par un langage érotique et bien sûr aussi pour défendre leur bon droit.

Ce qui s'est passé là est assez exemplaire. En effet, l'avocat révéla quelques légèretés du dossier du Bureau d'aide sociale, suffisamment pour que le juge rejette le référé. Le Bureau d'aide sociale a bien sûr quinze jours pour faire appel, mais les résidents occupent toujours le foyer. Ainsi, ils ont juri-

diquement, et provisoirement, gagné.

Est-ce à dire qu'on peut toujours gagner en justice quand on est victime d'une institution ? Ce serait assez nouveau et plutôt paradoxal, la justice restant une institution de l'Etat, au service de l'Etat. Or l'expulsion voulue par le Bureau d'aide sociale est à l'évidence dictée par la politique chiraquienne de la ville de Paris...

Les résidents du foyer Bisson ont donc empêché Ubu d'être au rendez-vous au tribunal. Il est cependant douteux que ce soit sur le strict plan juridique qu'ils gagnent cette bataille du spéculateur contre le prolétaire. C'est donc surtout du temps qu'ont gagné les résidents, reste à le mettre à profit pour agrandir la solidarité de tous les foyers condamnés à plus ou moins brève échéance par une politique de discrimination.

LE FURET

SUISSE

## Le souffle de la révolte

Nous vous présentons, ci-dessous, une analyse de la situation sociale et politique, qui existe aujourd'hui en Suisse. Cette analyse est faite par nos compagnons de *Confrontation*, bulletin de l'Organisation socialiste libertaire. Celle-ci déclare, qu'elle « vise à mener un débat théorique et politique pour élaborer et mettre en pratique une stratégie libertaire dans la lutte des classes, et dans l'ensemble des luttes sociales anticapitalistes et anti-autoritaires ». Elle se réclame de « la tradition des organisations et de l'ensemble des expériences libertaires liées aux luttes du prolétariat pour son émancipation... »

Relations internationales

**A**LORS que la menace d'une récession économique internationale semble se conjuguer avec une reprise des luttes prolétariennes et sociales, tandis que des formes radicales et anticapitalistes d'organisation se multiplient de par le monde, la Suisse paraît, demeure, une forteresse inébranlable.

Il est difficile, dans ce pays, de maintenir conséquemment une position de gauche combative. Après les défaites, sur le terrain de la politique institutionnelle (réfugiés, assurance maternité, élections fédérales), les centaines de licenci-

ments (ont mis en pratique une politique de fracture des rangs du prolétariat. Ils ont accepté de déléguer la direction de la société et l'orientation de son développement aux forces du capital. Avec la crise, les contreparties que cette politique pouvait offrir sont détruites une à une. Il se développe une attaque systématique des acquis de l'ensemble des groupes dominés. Au premier chef, cette offensive a affecté les travailleurs immigrés et les femmes, mais elle se généralise à l'ensemble du prolétariat, y compris celui qui pouvait apparaître comme relative-



ments dans la métallurgie genevoise et chez Dubied viennent nous rappeler un rapport de forces autrement plus important et dégradé sur le terrain social. A ce qu'on dit, la F.T.M.H., fer de lance du syndicalisme de collaboration de classe et véritable relais du commandement capitaliste, établit la liste des ouvriers qui continueront à œuvrer chez Dubied. Ce même « syndicat » prend l'initiative de faire appel à la charité publique pour secourir les travailleurs licenciés. Que traduit cet état de fait ? Il exprime l'état d'atomisation, de privatisation de secteurs centraux du prolétariat. Il renvoie à l'inexistence d'une résistance organisée dans la plupart des lieux de travail, à la division profonde entre Suisses et immigrés, à la maigre syndicalisation des travailleuses, à l'inexistence de liens entre le mouvement ouvrier institutionnel et la jeunesse. La social-démocratie et les appareils syndicaux (du moins dans leur majorité la plus significa-

ment « protégé ». Riposter à tout cela signifie, non seulement, défendre pied à pied les acquis accumulés pour certains au cours de la précédente période, mais cela implique surtout de coaliser, sur la base de revendications unitaires, la plus grande partie possible du prolétariat. Une telle politique ne peut se développer sans mettre en question le cadre et la logique du système. Elle ne peut s'ancre dans la réalité sociale sans rendre les gens acteurs de leur propre vie, sujets des luttes qu'ils doivent mener. Or, la gauche institutionnelle n'a d'autre horizon que la permanence de l'actuelle organisation sociale. Elle n'a d'autre stratégie que les revendications « possibles » et compatibles avec la direction capitaliste de la société et de la vie. Elle n'a d'autre politique que la délégation la plus extrême, l'engagement limité au bulletin de vote, la lutte enfermée dans l'urne.

Consensus et répression, intégration et violence, voilà les clés de la

stratégie capitaliste et de sa béquille social-démocrate depuis les années de l'après-guerre. La paix du travail et l'intégration du Parti socialiste suisse à l'appareil d'Etat définissent cette politique de concordance, où les groupes sociaux dominés ne peuvent faire jouer leurs revendications. Il en découle une absence croissante de ce qui est défini comme la politique « possible », de fait comme la seule politique légitime. L'abstention massive, en matière électorale, est le fait le plus important de ce pays. Elle traduit un véritable état d'anorexie sociale. Les poussées xénophobes et racistes dans les milieux populaires ne sont que l'autre face de cet horizon d'impuissance.

Le pouvoir capitaliste est porteur de mort sociale. Dans sa paranoïa de la domination, il ne se satisfait pas de la direction de la société, mais développe à marches forcées une attaque systématique contre tous les espaces démocratiques à partir desquels pourra se développer une contestation ou un dysfonctionnement.

La politique d'asile aujourd'hui, comme la répression contre le mouvement de révolte de la jeunesse au cours des années 1980-1981 (et maintenant à Berne), témoigne de la brutalité potentielle du système de domination. L'intransigence patronale et gouvernementale en matière de politique sociale et de liberté syndicale, le refus même d'accepter la Charte sociale européenne, la généralisation des processus de flexibilité du travail, constituent, dans le camp de l'organisation du travail, d'autres dimensions du système de domination. Nous vivons dans ce pays sous un authentique pouvoir oligarchique, une hégémonie « patricienne », qui a renvoyé aux oubliettes de l'histoire les conquêtes des révolutions précédentes.

## La résistance hypothèse et impératif

Nous ne pouvons contourner d'aucune manière le fait important de la privatisation et de l'atomisation des groupes sociaux dominés. Une politique de résistance exige d'abord la volonté militante de mettre en mouvement ces secteurs à partir de leurs besoins immédiats, de leurs objectifs proches. Elle implique de se définir comme politique d'auto-organisation, d'auto-activité. Elle ne peut se déployer que par la construction d'instruments organisationnels qui facilitent aux secteurs dominés de la société la prise en main de leur confrontation avec le pouvoir.



Une politique de résistance est d'abord une démarche qui rend explicite le conflit censuré par la politique de consensus, et qui l'organise ensuite. Elle se construit comme tissu de socialisation de ce qui parcourt le corps social comme volonté de refus et de révolte. Elle n'a pas d'ancrage privilégié. L'entreprise ou le quartier, l'environnement ou le salaire, la discrimination sexuelle ou la solidarité internationale, le pouvoir capitaliste de commandement est partout, et partout il est producteur de rapports sociaux basés sur la domination. Il n'y a pas, pour nous, de fronts secondaires et de fronts principaux. Sur n'importe quelle échelle du social, l'autonomie peut naître et agir.

Mais à cette diversité, à cette hétérogénéité immédiate, une politique de résistance doit à la fois apporter un cadre stratégique uni-

taire et une utopie concrète. Cette société ne peut être critiquée dans ses seules manifestations partielles, mais dans sa production totale. La critique révolutionnaire est elle-même une arme de la lutte partielle de la démarche de confrontation sur un seul objectif. Elle est aussi le souffle qui, d'échec en échec, permet de déjouer la recombinaison permanente du pouvoir et de ses équilibres. Et elle est tout cela, car elle se veut à la fois : possibilité historique ancrée dans les luttes et impératif éthique. L'émancipation des femmes et des hommes dominés, la libération du prolétariat ne relèvent pas seulement d'une possibilité de conscience mais aussi et surtout d'une conscience de la possibilité.

Article tiré de  
« Confrontations » n° 1

ESPAGNE

## Le symbole de toutes les tortures

**A** 7 heures et demie du matin, le 14 mars 1978, dans les cachots de la prison de Carabanchel, le compagnon Augustin Rueda mourrait des suites des mauvais traitements qu'il avait subis de la part des gardiens. Ce n'est pas la première ni la dernière mort de ce type. Mais c'est le premier symbole de la constatation que la torture, n'est pas l'exclusivité du régime Franco.

C'est la première fois qu'il se manifeste clairement que le franquisme se perpétue dans ce régime politique avec tout son contenu répressif caractéristique. Ce fut aussi, et c'est important, le premier cri d'alarme de la lutte contre la torture et la répression, qui doit continuer avec toute sa force, même sous le régime démocratique qui se construit.

Les expériences sociales postérieures à la mort d'Augustin le démontrent. L'augmentation écrasante de la population pénitentiaire (30 000 détenus), les conditions de vie dans les prisons, qui sont aujourd'hui plus que jamais — même si elles le furent toujours — des lieux d'aviilissement et de mort, avec la pratique de la torture et des méthodes qui aliènent la plus inaliénable intimité et la liberté individuelle. Ce sont des faits suffisants pour que, quiconque un tant soit peu sensible à la condition humaine, se sente motivé pour dénoncer et protester.

Nous sommes appelés, en tant que libertaires, à être les premiers à dénoncer et protester. Et nous le sommes parce que nous souffrons plus que personne dans notre propre chair des effets de cet absolu mépris de la personne humaine ; puisque nous sommes ceux à qui, sans inquiétude aucune, on applique avec tant de froideur le garrot ; parce que, par principe, on nous considère comme définitivement mauvais : ceux qui peuvent rester plusieurs années en prison sans jugement ; ceux à qui on dit, après avoir souffert toutes les horreurs : « va-t-en, tu es innocent » ; ceux dont la mort par coups de couteau en pleine rue, pas loin d'un conglomérat de forces fascistes de choc, se paie d'une amende de 2 500 F.

Pour tout cela, et parce que nous avons en mémoire la farce qui servit de procès pour l'assassinat de Jorge Caballero, nous nous devons maintenant, non pas avec notre voix mais avec notre cri, à la vue d'un jugement contre ceux qui, lâchement, assassinèrent Augustin Rueda ce matin du 14 mars 1978. Que va-t-il se passer ? Nous savons que celui, ou ceux, qui ont été témoins de sa mort, qui ont témoigné contre les assassins et maintenu leurs déclarations devant le juge, ont été l'objet de mille transferts et vexations, pour les faire plier, ou en guise de représailles.

Que va-t-il se passer ? Une fois de plus, les assassins vont recevoir cette approbation tacite qui consistera en une condamnation symbolique ? Une fois de plus, on va voir l'humanité abjectement foulée aux pieds sans que même une pointe de honte ne monte à la face de ceux qui, par leur silence, cautionnent de telles sanctions, lâches et méprisables.

Secrétariat juridique et pour les prisonniers  
du comité national de la C.N.T. (adhérente à l'A.I.T.)  
(décembre 1987)



ÉMILE VÉRAN

## Mobilisation de l'opinion en 1914

LES socialistes avaient mis une condition à la grève anti-guerrière : qu'elle soit internationale et simultanée afin de ne pas affaiblir un camp au détriment de l'autre. Ce qui allait empêcher toute grève de se produire et laisser le champ libre à la guerre. Les socialistes allemands étaient d'accord de la pratiquer en cas de guerre contre la France qu'ils ne voulaient pas combattre, mais ils étaient réticents de faire grève contre la Russie de peur de succomber sous un joug tsariste rétrograde.

Les socialistes français n'avaient pas, eux, cet ennemi à redouter, nos états-majors s'étant fait un allié du tsar, bien que Jaurès n'ait cessé de s'élever contre une telle alliance contractée dans un but revanchard. Il avait proclamé « que si on invoquait ce traité secret nous invoquerions le traité public qui nous lie à l'humanité ».

## La tactique de Poincaré

Pour que la guerre passât, il fallait abattre l'obstacle. Jaurès abattu le 31 juillet au soir, l'Internationale socialiste était décapitée. Plus d'obstacle à la mobilisation française qui était la guerre, puisqu'elle produirait inévitablement la déclaration de guerre à la France par l'Allemagne comme la mobilisation russe (et son refus de l'arrêter) avait provoqué la déclaration de guerre allemande à la Russie.

Les affiches exploitaient la mort de Jaurès au petit matin précédant celles de la mobilisation, signées le 1<sup>er</sup> août à 16 heures, sur les murs de Paris. Elles annexaient Jaurès et le faisaient servir, mort, pour la cause de ses assassins, contre tout ce que, vivant, il avait combattu. Le texte de l'affiche annonçant que l'assassin serait châtié paraît en même temps à la une des quotidiens « accompagnés — s'indigne Gustave Dupin — de commentaires officieux et odieux qu'il a fallu rédiger, faire taper et porter aux journaux après 9 h 50 du soir (la veille), ce qui est d'autant plus extraordinaire qu'à cette heure les grands tirages roulent déjà ».

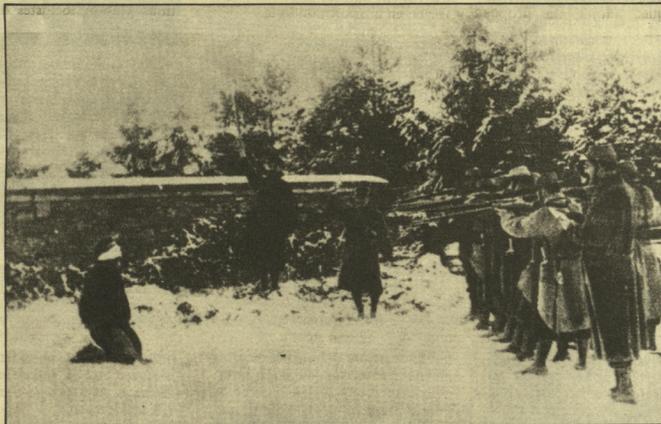
Deux irrémédiables mobilisations ont provoqué deux irrémédiables déclarations de guerre, but recherché. Le télégramme qu'Zvolzky envoya à son ministre Sazonoff est révélateur de la machination ourdie par Poincaré.

« Conformément à la Constitution, le gouvernement français, pour déclarer la guerre, a besoin d'une loi du Parlement dont la convocation demande au moins deux jours, Poincaré

Dans le *Monde libertaire* n° 691, du 21 janvier 1988, J.-F. Stas nous apprenait le décès de Emile Vérán. Ce militant libertaire et pacifiste, trop peu connu des jeunes générations, avait participé à de nombreuses luttes antimilitaristes. A plus de quatre-vingts ans, il était heureux d'évoquer, au micro de Radio-Libertaire, la mémoire des fusillés pour l'exemple de 1917. Cela se passait un soir de 11 novembre et, après l'émission, dans un café de Montmartre, nous avons discuté de la « Grande Bouche-

rie » avec quelques compagnons. Sa bonne humeur et sa foi dans l'humanité restaient constantes. Comment mieux saluer sa mémoire qu'en reproduisant des extraits d'un texte qu'il avait écrit dans l'*Union pacifiste*, « La résistance à la guerre face à l'opinion publique » ? Dans les lignes qui suivent, Emile Vérán relate la mobilisation de l'opinion publique à la veille de la Première Guerre mondiale.

P. BEDOS



Exécution à Verdun lors des mutineries d'avril 1917. Parlement car il deviendrait notoire qu'aucun de ses articles ne jouait le 1<sup>er</sup> août. »

Autre avantage : la déclaration de guerre émanant de l'Allemagne au lieu de la France qui, dans le peuple français, ne se trouverait-il pas agressé ? C.G.T. et Parlement compris. Placés devant le fait accompli, qui, dans la C.G.T., aurait pu esquiver l'ombre d'une grève, d'une résistance à la guerre ? La guerre déclarée le 3 août, Jaurès mort, qui, dans le Parlement réuni le 4 août, placé devant le fait accompli, aurait pu élever la moindre protestation ? Atteints comme presque tous les Français par le virus chauvin, ils ne pouvaient que se résigner, avaliser, se taire. Pour la « défense de la patrie », plus question de résistance à la guerre.

La guerre déclarée par l'Allemagne, plus besoin d'invoquer ce traité franco-russe, d'en débattre. Ainsi restera-t-il secret. Sans cela il serait apparu inapplicable, la Russie ayant mobilisé en premier étant responsable de la généralisation de la guerre.

Seuls les mauvais esprits de notre sorte pouvaient s'étonner et s'indigner qu'on puisse mobiliser sans l'assentiment du Parlement, alors qu'il le fallait pour déclarer la guerre !...

« Mobiliser c'est déclarer la guerre », avait dit, en 1892, le général de Boisdeffre au tsar. L'agresseur était ainsi défini dans le traité franco-russe.

Poincaré s'est évertué de minimiser, jusqu'à l'innocenter, le rôle de « mobilisateur » pour faire porter tout le poids de la culpabilité sur le « déclarateur ». Il a présenté la mobilisation comme une mesure inoffensive, de précaution, pour assurer la paix dans l'honneur et autres tartufferies.

Deux gouvernements en lice : l'un provocateur, l'autre relève le défi. Ils ne se battent dans ce duel que par peuples interposés. Aucun ne pourra alléguer une légitime défense. Seuls les peuples qui vont s'entretuer pourraient alléguer contre leurs propres massacrés. Mais ils n'auront d'yeux et de haine que contre l'ennemi désigné « en face », pas contre leurs maîtres qui disposent d'eux comme d'un bétail. Pour chaque peuple, l'agresseur ce sera l'autre contre lequel — dirait-on — « on est bien obligé de se défendre ». Tel sera toujours l'argument massue qui sera servi à chaque troupeau pour le mener aux abattoirs. Il n'y aura plus de résistance à la guerre, tous partiront pour la défense contre l'agresseur !

## Les va-t-en-guerre

Qui n'avait cru en France à l'agression exclusive de l'autre ? Le virus patriotique aidant va contribuer à faire désertir nombre de socialistes, de syndicalistes, voire seize anarchistes (1) du camp de la paix. S'il avait fallu un Villain pour supprimer l'irréductible Jaurès, nul besoin d'en déléguer aux Jules Guesdes,

serait fait exécuter par eux. Tel est le climat dans lequel vont se débattre et combattre socialistes et syndicalistes, anarchistes — restant d'impénitents pacifistes — pour tenter d'arrêter le carnage. Devant une opinion démente, privés de toute tribune, ceux qui ne trahissent pas seront pour un temps réduits, condamnés au silence. Force leur sera de subir en France comme ailleurs ce qu'ils n'ont pu empêcher. Les Merheim, Monatte, Rosmer, les Sébastien Faure, les Lecoin, les Ruff, les Madeleine Vernet, etc. ne peuvent rien de plus en France que ne le peuvent Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg en Allemagne. Mais ils ne se sont pas laissés emporter par le courant guerrier comme tant d'autres. L'homme contraint reste son frein sans trahir ses convictions. Il reste disponible pour manifester à toute heure propice sa capacité de révolte et de lutte.

## Le fait accompli

Tout avait été fait pour circonvenir et suborner l'opinion publique. Le rédacteur de l'affiche exploitait la mort de Jaurès avait impudemment écrit que « Jaurès avait, dans l'intérêt de la paix, soutenu de son autorité l'action patriotique du gouvernement ». Ainsi, Poincaré faisait cautionner sa politique par celui-là même qui la vomissait. Toutes les manœuvres de guerre sont dissimulées sous un masque pacifique. Viviani, le premier manipulé, sera très fier d'apporter une preuve tangible du pacifisme français à l'opinion anglaise et française : un recul de 10 kilomètres aux frontières. Il proclamera que « si la France est résolue, ce n'est pas elle qui prend des mesures d'agression ». Pour Viviani et pour les Français, leur mobilisation qui déclenche la guerre ne sera jamais considérée comme la mesure principale d'agression.

Mais cette mesure ayant pour but d'aider Lord Grey à entraîner l'opinion publique anglaise réticente dans la guerre, fut levée le 2 août, la veille de la guerre, par Messimy, ministre de la Guerre, son rôle d'attrape-gogos ayant été jugé suffisamment rempli.

Le 4 août, le même jour où le Parlement sera réuni pour être placé devant le fait accompli de la guerre, Léon Jouhaux battra le tambour de la mobilisation de la classe ouvrière sur le cerceuil de Jaurès. Du cerceuil de l'homme de paix, il a fait un tremplin de la guerre.

Maurice Barrès, « le littérateur du territoire », s'engage dans l'armée pour donner

Léon Jouhaux, Gustave Hervé, etc. Pour d'autres irréductibles, dorénavant, les tribunaux militaires suffiront amplement pour remplacer les Villain illégaux.

Le 2 août 1914, meeting socialo-syndicaliste salle Wagram. Dubreuilh, Sembat, Vaillant — alors que la guerre n'est pas encore déclarée — y proclameront, eux, qu'en présence de l'agression, il ne reste aux socialistes qu'à défendre la Patrie, la République, l'Internationale... qu'ils abandonnent... Longuet, petit-fils de Karl Marx, partira défendre la France des Encyclopédistes. L'ex-socialiste Péguy, lui, partira soldat et ira se faire tuer



pour le désarmement général. Tous des braves gens et des gens braves. Les plus nobles idéalistes mêmes deviendront meurtriers. Les leaders ont perdu le contrôle de leurs troupes et d'eux-mêmes. Avec l'élan qui les porte aux frontières, pas plus besoin de carnel B que de Villain.

Ignorant tout d'un traité secret, cela n'empêche pas nos va-t-en-guerre de proclamer qu'il fallait se battre pour son respect et pour « la signature de la France », tant bien même qu'aucun Parlement ne l'ait signé, ratifié. L'exploitation de la crédulité populaire n'avait eu d'égal que l'exploitation éhontée de tous ses sentiments : les pires comme les meilleurs.

On n'a pas moins spéculé sur l'honnêteté des Français que sur leur capacité de dévouement. Le mensonge, la haine, l'ignorance allaient se combiner pour forger une opinion publique démente. L'espionnisme sévit. Léon Daudet envoie ses hordes saccager les laiteries Maggi, qu'il dénonce comme nids d'espions. Pour marquer l'échec complet de la résistance à la guerre et pour montrer qu'il n'y avait plus l'ombre d'une possibilité de grève générale, contre la guerre générale. Merheim déclarait amèrement que s'il avait parlé de grève à ses syndiqués, il se

« le bon exemple »... Tout un lot d'écrivains étrangers et français suivront. Pour un entraînement de plus grande envergure, Messimy sollicite Briand pour qu'il s'engage à son tour. Bien entendu, comme celui de Barrès, cet engagement n'est que pour soutenir et gonfler le moral guerrier. Ni l'un ni l'autre n'ira se faire tuer sur le front. Briand répondra à Messimy qu'il a mieux à lui offrir que son engagement, il lui apportera celui de Gustave Hervé : le leader antimilitariste, le promoteur de la grève insurrectionnelle contre la guerre en personne s'y engageant !

Emile VERAN

Les intertitres sont de la rédaction du Monde libertaire.

(1) Il s'agit des anarchistes tels que Kropotkine et Jean Grave qui, en février 1915, lancèrent un manifeste en faveur de l'Union sacrée. Cet acte fut condamné par la presque totalité du mouvement anarchiste international et, entre autres, par Malatesta (cf. Magazine libertaire n° 4, « Dossier 14-18 ») et Monde libertaire n° 530, du 10 mai 1984, « Malatesta et la Première Guerre mondiale ». Par ailleurs, la revue itinéraire prépare un numéro sur Kropotkine dans lequel sera abordée la position de celui-ci à ce sujet.

## ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER



## ORDRE DE MOBILISATION GENERALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est déclarée, ainsi que la réquisition des colonies, cultures et travaux agricoles au complément de son service.

Le premier jour de la mobilisation est le Samedi 2 Août 1914.

Tous Français ont des obligations militaires, sans qu'il soit possible d'être exempté de ces obligations, même dans les cas suivants :

1. « ARMÉE DE TERRE » : tous les hommes de 17 ans et au-dessus, à l'exception des militaires en service et des militaires en congé.

2. « ARMÉE DE MER » : tous les hommes de 17 ans et au-dessus, à l'exception des militaires en service et des militaires en congé.

Les armées de terre et de mer sont composées de toutes les unités de l'armée.

Les armées de terre et de mer sont composées de toutes les unités de l'armée.

préférerait pour éviter les débats publics sur l'application du traité et pour des considérations relatives à l'Angleterre, que la déclaration de guerre vint non de la France mais de l'Allemagne. »

## Mobiliser c'est déclarer la guerre

Ainsi, de son propre chef, en l'absence du Parlement et à son total mépris, le « démocrate » Poincaré décréta la mobilisation, refusa d'arrêter le processus qu'il a déclenché. Il attendra la déclaration de guerre recherchée et clamera ensuite que la France a été victime d'une agression odieuse, « traîtresse et préméditée ». Préméditée par qui ?

« La tactique poincariste avait l'avantage — écrit Gustave Dupin — d'ôter toutes les apparences de l'agression au gouvernement français pour les faire assumer par l'adversaire, sans quoi les peuples anglais et français n'auraient pas marché. Il s'agissait surtout d'éviter de faire connaître le traité secret au

« LES ASSASSINS DE LA MÉMOIRE »

## Mémoire historique et mémoire politique

Le fameux « point de détail » de J.-M. Le Pen relança il y a peu la controverse sur les « révisionnistes » qui contestent l'histoire du génocide juif commis par les nazis. Il fallait leur répondre. Ce qu'a fait Pierre Vidal-Naquet dans *Les assassins de la mémoire* publiés aux éditions de La Découverte. Non sans brio car il sait allier la rigueur de l'historien avec la passion de l'homme, sans jamais que l'une l'emporte trop sur l'autre.

A une exception près, il s'agit d'une compilation d'articles déjà parus. Or, mis bout à bout, ils ne constituent pas pour autant un livre structuré pour aborder analytiquement les principaux points problématiques. Surtout que Pierre Vidal-Naquet ne modifie pas sa position fondamentale : on ne discute pas avec les révisionnistes, on discute sur le révisionnisme. Nuance ! Du coup, les faits (ceux qui sont contestés ou non) ne sont abordés qu'indirectement, à travers la vision qu'en ont les « révisionnistes ». Mais ces faits, peut-on les estimer connus de tous, en particulier des jeunes générations ? Celles qui ont justement besoin de savoir ? Qui ne peuvent se contenter d'une bibliographie plus ou moins hermétique, sinon inaccessible ?

Pour cette raison, mais aussi par parisianisme intellectuel, Pierre Vidal-Naquet s'adresse d'abord à un public supposé informé, déjà au courant de la polémique, grosso modo identifié avec les lecteurs du journal *Le Monde*, de la revue *Esprit*, ou avec un cercle d'historiens, ce qui est bien restreint. Il finit logiquement par s'enfermer dans son discours sur le discours. Et de se lancer dans une analyse historiographique de plus en plus absconse du révisionnisme lui-même en remontant jusqu'aux Héloïdes de l'antiquité. Mais cette même analyse se révèle bien insatisfaisante : elle est fatalement sommaire

(puisqu'ébauchée) et, surtout, hors sujet pour les néophytes !

On peut comprendre ceux qui sont lassés de rappeler sans cesse les mêmes choses, surtout si ce sont des horreurs parfois vécues, mais il y a là un problème dont Pierre Vidal-Naquet et d'autres n'ont peut-être pas pris suffisamment conscience car les révisionnistes, eux, tiennent les discours très didactique de l'historien qui veut reprendre tout de zéro. Un discours séduisant ! Certes Vidal-Naquet adopte un propos

manière systématique J.-P. Rioux ou d'autres), Jean-Gabriel Cohn-Bendit, qui ne nie aucunement la réalité du génocide juif, ou même le sociologue Serge Thion, qui s'interroge sur les manipulations politico-idéologiques, avec ceux qui affirment comme Robert Faurisson que « jamais Hitler n'a ordonné (ni admis) que quiconque fût tué en raison de sa race ou de sa religion », il y a là une outrance qui peut porter discrédit... surtout si elle se transforme en a priori politique.

Pierre Vidal-Naquet est quand même conscient de ce contexte politique. Il est un de ceux des « anti-révisionnistes » qui évoque le plus clairement la récupération du génocide juif faite par les régimes démocratiques, léninistes et sionistes, les risques de falsifications (des chambres à gaz reconstituées dans des camps où elles n'existaient pas, comme à Dachau ; le montage du journal d'Anne Frank) ou les déviations sado-masochistes d'une litté-

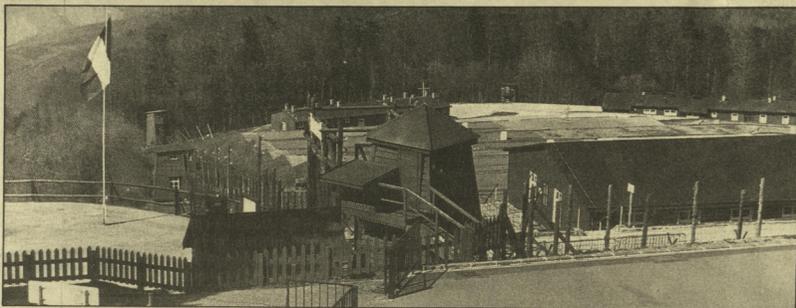
pages intérieures pour laisser la une aux bagarres du samedi soir ! A la social-démocratie merdeuse qui laissa crever la Révolution espagnole sous les coups conjugués de Hitler, Mussolini et Staline. A la chambre du Front populaire français qui donna les pleins pouvoirs à Pétain en 1940.

Bien sûr, cela nous ramènerait peu à peu vers le présent... d'où la gêne. A nos politiciens qui se ruent sur le nazi allemand Klaus Barbie mais qui se désintéressent du français Maurice Papon, ancien haut fonctionnaire qui participa à la déportation de juifs sous Pétain et qui exerce encore. A briser le mythe de la résistance de tout un peuple contre le fascisme. A évoquer les massacres de l'armée coloniale tandis que la police parisienne organisait la rafle du Vel' d'Hiv'. A ceux de droite qui cassent maintenant de l'Arabe et du Canaque, à ceux de gauche qui jouent aujourd'hui du Canaque alors qu'ils cassaient de l'Arabe hier (Mitterrand, ministre de la Justice pendant la guerre d'Algérie !). Un tel contexte à traiter en historien ne pourrait être le prétexte à des échappées historiographiques tournées vers l'antiquité grecque.

Et rien qu'à propos du génocide lui-même, Pierre Vidal-Naquet le souligne bien : la recherche historique française sur le système concentrationnaire nazi est largement insuffisante. L'historien Michel de Boüard, ancien déporté et militant antifasciste, ne dit pas autre chose dans un excellent texte, à lire également (*Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1987). N'y aurait-il pas, justement, rapport de cause à effet avec la percée des révisionnistes ? Alors ?

Philippe PELLETIER

*Pierre Vidal-Naquet, 1987, Les assassins de la mémoire — « Un Eichmann de papier » et autres essais sur le révisionnisme —, Paris, La Découverte, 236 pp.*



plus tactique, et donc plus pérorant, que ceux des historiens qui récusent le terme même de « révisionnisme » comme Jean-Pierre Rioux (*Le Monde* du 22 septembre 1987), ou qui se laissent dépasser par la colère comme Nadine Fresco (*Les Temps modernes* de juin 1980). Mais sa position n'est pas facile à tenir car il faut bien répondre à des arguments par des contre-arguments, citer donc discuter !

D'où un espèce d'exercice en contre-temps d'autant plus périlleux que les révisionnistes se jettent sur toutes les ombres des histoires officielles et qu'il n'y a pas une seule mais plusieurs catégories de révisionnistes. A mettre dans le même sac, comme le fait quelquefois P. Vidal-Naquet (et d'une

La question débouche en effet inévitablement sur le champ politique. Rappelons seulement que les politiciens et les médias sont tombés dans le panneau lorsqu'ils ont affirmé que Le Pen niait les chambres à gaz ou le génocide juif avec son « point de détail », alors que c'est une interprétation sémantiquement fautive, que Le Pen n'avait pas l'intention de commettre et qu'il ne pouvait surtout pas soutenir politiquement (d'où sa réponse qui ne retranche rien ni sur le fond ni sur la forme. Parler systématiquement de « négation des chambres à gaz » (ou du génocide juif) sur de telles bases (ibidem avec l'affaire de la thèse Roques) fait à trop bon compte de la publicité pour ceux qui cherchent à en accréditer l'idée.

rature et d'un cinéma de business. Mais pas assez ! Jamais assez.

C'est jusqu'aux responsables de la Seconde Guerre mondiale qu'il faut remonter. Aux démocraties hypocrites qui préféraient un Hitler à un Staline. A la gauche cynique qui jouait ses intérêts (dès 1932, les organisations socialistes et communistes allemandes interdisaient dans leurs rangs les écrits de Wilhelm Reich, alors que sa magnifique *Psychologie de masse du fascisme* écrite en 1933 ne fut proscrite par les nazis qu'en 1935...). Aux Américains qui voulaient ignorer le génocide juif (cf. le magnifique travail de l'historien Walter Laqueur qui montre comment la presse américaine reléguait les déportations de juifs par milliers en entrefilets de

### Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Mardi 16 février

« Emission spéciale » (17 h à 18 h) : « Il y a 20 ans en Indonésie », sombre anniversaire, la répression militaire des années 70.  
« Réveillon du nouvel an » (22 h à 1 h) : vœux des communautés asiatiques.

Mercredi 17 février

« Tragédies minuscules » (13 h 30 à 14 h 30) : la Chine, ses marionnettes et ses ombres, le musée Kwou-Ow.  
« Femmes libres » (19 h à 20 h 30) : « Vietnam, un peuple, des voix... de femmes », avec Mai Tuvan.  
« Les Damnés de la terre » (20 h 30 à 22 h 30) : « Chine populaire : la voie est tortueuse mais l'avenir est radieux » ; la lutte pour la démocratie en Chine depuis 1978 (répression et dissidence) ; l'irruption des mouvements sociaux (étudiants et jeunes ouvriers) sur le terrain des luttes démocratiques en Chine en 1986 ; contradictions entre « modernisation » et maintien des structures bureaucratiques, avec des représentants du mouvement démocratique et des sinologues.  
« Traffic » (22 h 30 à 1 h) : rock et dissidences de Chine.

Jeudi 18 février

« N'importe quoi de préférence » (10 h à 12 h) : maths, archéologie et astrologies chinoises ; coup de projecteurs sur la supernova de la dynastie Chang (XIV<sup>e</sup> siècle av. J.C.).

Vendredi 19 février

« Radio-Espéranto » (18 h à 19 h) : anarchisme et esperanto en Extrême-Orient.

Dimanche 21 février

« Ua Yu Guang Bo » (8 h à 10 h) : émission en langue chinoise.  
« Folk à lier » (12 h à 14 h) : avec comme invité M. Tran Kuang Hai (ethno-musicologue vietnamien spécialisé en musiques asiatiques).

Et toute la semaine musiques et chansons chinoises, vietnamiennes, cambodgiennes, laotiennes.

### NOTE DE LECTURE

## S.F. à la coque ?



La « post new wave » américaine vient encore de frapper un coup, par le biais de C.-J. Cherryh (*Hestia et Chasseurs de mondes*). Celle-ci publie en 1985 *L'œuf du coucou* (1), correctement traduit par G. Lebec, et édité par *J'ai lu* en janvier 1988.

Ce roman de science-fiction est une fable racontant la paternité solitaire. Nous y voyons comment un rose bébé jouflu est élevé... par un être ressemblant aux loup-garous des films d'horreur. C.-J. Cherryh s'est plus occupé d'évoquer une atmosphère et de dépendre des sentiments, comme I. Watson, que de créer une action autosuffisante à la E. Hamilton.

Mais ce livre ressemble aux poupées russes, il en contient un autre. « Le cycle de Dune » de F. Herbert se voit parodié dans ses moindres détails (sans pour autant gêner la première lecture). C'est un jeu que de rechercher les Bene Gesserit, la Guilde Thellax, les Fremmen ou les Sardankar. On y retrouve aussi des thèmes communs comme la musique, la culture étrangère, etc.

C'est un livre rafraichissant et surprenant, lisez la chute, qui vous permettra de (re)découvrir une romancière de talent.

L. R.

(1) *L'œuf du coucou*, J'ai lu n° 2307, 20 F., 280 pp., en vente à la librairie du Monde libertaire.



## CAMPAGNE ÉLECTORALE Boycott des urnes !

Officiellement, la campagne électorale n'est pas encore entamée. La multiplication des affiches des candidats et des vrai-faux candidats, la multiplication des sondages, des interviews télévisées, radiophoniques ou dans la presse indique pourtant que la bataille est nettement engagée.

La Fédération anarchiste ne présente pas de candidat et n'en soutient aucun. Encore une fois les anarchistes n'iront pas voter et il ne s'agit ni d'une position politique de circonstance ni d'une attitude de « pêcheur à la ligne ». Nombreux sont ceux qui, d'accord avec nous pour dénoncer tous les scandales, comprennent mal pourquoi nous ne saisissons pas l'occasion des élections pour faire valoir nos opinions.

Le Monde libertaire va dès maintenant et dans les semaines qui viennent justifier le refus des anarchistes à l'égard de l'illusion démocratique. En particulier, une série de portraits des candidats nous permettra d'examiner la face cachée de la lune qu'ils nous promettent, le « programme » qu'ils annoncent, les casseroles qu'ils triment...

La rédaction



Le 4 août 1789, la Révolution française décrétait l'abolition des privilèges. Cela veut dire que la société monarchique de droits privés (privilèges) faisait place à une société républicaine de droit public. Celle-ci substituait au pouvoir royal le pouvoir du peuple délégué, par le moyen du suffrage universel, dans le cadre d'une société politiquement émancipée dont la charte, « les droits de l'homme », établissait l'égalité des droits et des devoirs devant la loi.

Mais cette société bourgeoise, faite par la bourgeoisie à la mesure de ses besoins, consacrait une société réelle non émancipée où le pouvoir du peuple n'est autre que le pouvoir de la bourgeoisie, où l'homme-citoyen bénéficie de tous les droits, mais où tous les individus de chair et d'os n'ont pas les moyens de les exercer, où le droit d'acheter devient une provocation pour des salariés démunis de pouvoir d'achat, où l'ouvrier auquel on reconnaît le droit au travail est politiquement l'égal du patron qui use du droit de licencier. Une société où « le droit au travail » n'a pas libéré l'individu de l'exploitation, « le droit de propriété » de la propriété capitaliste, « la liberté de conscience » de la religion ni des cléricatismes... Cette distorsion entre la société politiquement émancipée de l'homme-citoyen et la société économiquement aliénée dans laquelle se débattent les individus est le fondement de la société bourgeoise. La contradiction qu'elle comporte, qui épouse l'opposition des intérêts de classes sociales, est assumée par l'Etat : sa fonction, au nom du bien commun, est de contenir les tensions internes de cette société bourgeoise dont il est le garant en même temps que celui du capital.

### Les libertés démocratiques

L'histoire de l'humanité, dans les pays industriels, s'est inscrite depuis deux siècles sous forme de lutte de classes dans ce hiatus entre une démocratie politique prodigue en dignité humaine, et un système économique d'exploitation de l'homme dont l'actualité confirme la férocité. Les libertés collectives ont été inventées à l'usage des « sociétés » et clubs qui sont devenus les partis bourgeois. Mais le principe même d'égalité qu'implique l'universalité de la loi a permis aux travailleurs d'utiliser ces libertés de réunion, d'expression, d'association pour s'organiser en classe avec ses partis et syndicats.

Il est vain de mettre toutes les variétés d'Etats dans le même sac et de s'affirmer indifférents aux nuances entre république parlementaire et Etat fasciste jusqu'à ce que ce dernier étouffe toute velléité d'expression ouvrière au fond d'une

géole ou d'une fosse commune. Il ne s'agit pas de se rallier à un Etat plutôt qu'à un autre puisque de toute façon l'Etat reste un instrument de coercition contre la classe ouvrière, qu'il ne peut être autre chose et que l'objectif ultime de notre combat est de bâtir une société sans Etat. Mais il s'agit de savoir dans quelles conditions il est préférable et plus efficace de conduire ce combat. Si l'on admet cette première question elle en induit une autre qui est de savoir comment nous pouvons influencer, non pas sur la nature et le rôle de l'Etat qui sont toujours les mêmes, mais sur ses formes d'intervention. Autrement dit, sommes-nous partie prenante pour la défense des libertés démocratiques et par quels moyens ?

### Les illusions électorales

A cette question, il existe une réponse toute faite : le bulletin de



vote. Remarquons d'abord que le droit de vote n'est pas à proprement parler une liberté démocratique mais un « droit », une permission accordée par une autorité moyennant une contrepartie. En l'occurrence la contrepartie est la sacralisation du pouvoir de la bourgeoisie par le suffrage universel, la « souveraineté » populaire remplaçant les huiles saintes dont étaient oints les rois. Vox populi, vox dei, qui ne vote pas est contre Dieu. C'est pourquoi le « droit » de vote a cette particularité parmi tous autres d'être présenté comme un devoir.

Certes le suffrage universel est un mécanisme significatif de la démocratie républicaine mais il n'en est pas un critère, les dictatures en usent également, ne serait-ce que pour se faire plébisciter.

Le courant marxiste, bien que procédant à la même analyse que nous sur la nature de l'Etat, a prétendu ruser avec le suffrage universel en l'utilisant comme un baromètre qui rassurerait les travailleurs sur leurs propres forces et annoncerait les turbulences salvatrices. Comme il fallait s'y attendre on s'est pris au jeu et l'on a confondu l'indicateur de pression avec un moteur de la tempête. Cette illusion, qui suscita de chaudes dissensions au sein de ce courant, alimenta la social-démocratie jusqu'à sa décomposition et son identification au christianisme social dont les maîtres mots à l'adresse de la classe ouvrière sont : participation et partage de la misère.

Mise à part l'extrême droite nationaliste confortée par la crise, si l'on examine l'échiquier des partis politiques à vocation parlementaire, on constate d'abord que la social-démocratie a disparu, le seul parti qui emploie encore parfois démagogiquement son langage est le P.C.F., un ersatz de social-démocratie barbouillé aux couleurs d'un Kremlin toujours aussi stalinien. Pour le reste : un grand parti qui au nom d'un socialisme national veut rassembler la gauche non communiste, et un conglomérat qui réunit la droite libérale. Non seulement il existe entre ces deux éléments de la cohabitation un consensus social évident (qu'il s'agisse des salaires, des licenciements, de la sécurité sociale, de la déréglementation...) mais il existe, pour la mise en œuvre du corporatisme, un consensus politique où des hommes comme Delors et Barre se réclament publiquement de la démocratie-chrétienne tandis que d'autres l'appliquent sans le dire. A preuve le rapport Arthuis sur la « participation » dans la Fonction publique ou le rapport Andrieu sur l'Ecole différentielle...

L'exemple de l'Ecole est d'ailleurs édifiant : la gauche devait apporter ses troupes de la F.C.P.E., de la C.F.D.T. et de la F.E.N. pour donner vie aux conseils d'école (inventés par Haby et renforcés par Chevènement), la droite a institué le directeur-responsable de l'équipe éducative. Ce qui manque au bon fonctionnement des communautés éducatives — remplaçant le service public d'enseignement — c'est une grande fédération unie des parents d'élèves œuvrant en accord avec des enseignants regroupés dans une confédération autonome.

### La corruption parlementaire

La politique en France est à l'image de cet exemple. L'alternance et la cohabitation (qui fut une facétie constitutionnelle mais non une crise politique) ont permis de perfectionner le processus qui veut conduire à la « participation » : les uns ont à charge l'adhésion populaire et l'idéologie de la « démocratie d'implication », les autres inculquent le sens de la responsabilité par banalisation des interventions judiciaires et policières. Le corporatisme est un tableau à double entrée, par la gauche et par la droite. Ce qui manque à sa réalisation est sans doute la fusion des deux méthodes complémentaires dans un rassemblement d'union nationale dont les prémices pourront se dessiner après les élections.

On ne voit pas pourquoi se lamenter si, de plus en plus nombreux, des travailleurs découvrent

que le bulletin de vote et le Parlement ne sont ni le moyen ni le lieu de défense de leurs intérêts, parmi lesquels les libérés démocratiques elles-mêmes. On ne peut leur reprocher de sentir à plein nez, malgré des années de conditionnement, la puanteur que dégage le déballeage des « affaires » par des parlementaires corrompus incapables de soutenir un débat sur le fond puisqu'il n'y a pas de différence de fond. En fait ces manifestations tapageuses d'immoralité ne sont qu'épiphénomènes du scandale permanent d'une société capitaliste délabrée, qui accule quotidiennement au désespoir des centaines de milliers de chômeurs non indemnisés et de jeunes sans avenir, et qui glisse insidieusement du régime de l'Etat de droit à celui de la raison d'Etat.

### L'action directe des travailleurs

La seule victoire depuis des années contre l'offensive de la bourgeoisie fut le rejet de la loi Devaquet stipulant l'autonomie des universités. Elle fut remportée dans la rue, pas par les bulletins de vote. Victoire peut-être éphémère puisqu'elle n'a pu être suivie d'une victoire complète des cheminots, qui arrachèrent néanmoins le maintien de leur statut, ni de celle des fonctionnaires paralysés par le consensus implicite des bureaucraties syndicales. Demain il en sera de même, qu'il s'agisse de la défense des avantages acquis ou des libertés démocratiques : l'Assemblée nationale, comme toujours, entrainera ce que sera la réaction ouvrière et le résultat des forces, que l'exercice du pouvoir soit aux mains de la gauche, de la droite, ou des deux.

Nous, anarchistes, partant des désillusions qui se sont manifestées par une progression constante des abstentions dans les cités ouvrières, depuis les élections municipales de 1983 jusqu'aux dernières cantonales, appelons à l'abstention ouvrière. Par ce geste et le sens que nous lui apportons, nous ferons en sorte que ces désillusions ne s'abîment pas toutes dans une vaine démolition, mais qu'elles deviennent prise de conscience et se transforment en une mobilisation autour du mouvement anarchiste.

L'essentiel reste, au-delà des élections, que les travailleurs, qu'ils aient voté ou non, se retrouvent pour constituer, comme dans les luttes des étudiants et des cheminots, les comités de grève élus qui contraindront les appareils syndicaux et contrôleront démocratiquement l'action généralisée contre l'offensive menaçante la classe ouvrière, française et internationale.

Serge MAHÉ

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.